



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Projet « Médias, mémoire, histoire - Assises des médias » - Burundi

U - PANTHÉON - SORBONNE -
NIVERSITÉ PARIS 1



ANNEXES DES ASSISES

Annexes communes au rapport d'André Guichaoua et de Sylvie Capitant

<i>Annexe 1 : Programme des assises</i>	2
<i>Annexe 2 : Participants aux Assises</i>	4
<i>Annexe 3 : Rapport final illustré des Assises nationales des médias</i>	7
<i>Annexe 4 : Synthèse des recommandations des Assises</i>	14
<i>Annexe 5 : Composition du comité de pilotage</i>	16
<i>Annexe 6 Press book des Assises</i>	17
✓ ISANGANIRO	17
✓ RTNB	17
✓ Télé renaissance	18
✓ IWACU	18
✓ Publications de presse burundaise	23
✓ Burundi Echo	24
✓ PANAPRESS	25
✓ RFI	28
✓ AFRIQUEJET	32
<i>Annexes 7 : Notes réalisées pour les participants</i>	34
✓ SESSION 1- L'offre médiatique au Burundi	34
✓ SESSION 2- Les médias et leurs publics : quelle synergie ?	37
✓ SESSION 3- Les missions des médias burundais	40

Annexe 1 : Programme des assises

DIMANCHE 04 mai :

Heure	Activités	Responsable
14h00	Rencontre de tous les participants à la Maison de la Presse	
15h00	Départ pour Gitega	
17h00	Dispatching et installation dans les hôtels de Gitega	

LUNDI 05 mai :

Heure	Activité	Responsable
8h00-8h30	Cérémonies d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du programme - Allocution d'accueil - Allocution de circonstance - Discours d'ouverture 	Modérateur Représentant de l'Administration Président de l'ABR Ministère des TIC/RP
8h30 -8h40	Accompagner les hôtes de marque	ABR et autres autorités
8h40-9h00	Exposé introductif : rappel des principaux résultats de l'audit des médias	ABR
9h00-9h30	Exposé no 1 : L'offre médiatique au Burundi dans une perspective sous-régionale : convergences et originalités	Innocent NSABIMANA & Adolphe MANIRAKIZA
9H30-10h20	Table-Ronde et échange avec la salle Choisir parmi les invités 3 personnes pour réagir	Modérateur
10h30-11h00	PAUSE- CAFE	LOGISTIQUE
11H00-11H15	Exposé n° 2 : Les médias et leurs publics : quelle synergie ?	Hon. NTIBANTUNGANYA Sylvestre
11h15-12h	Table ronde : et échange avec la salle	Modérateur
12h-12h30	Exposé n° 3 : Les missions des médias burundais	Eric MANIRAKIZA & Nestor BANKUMUKUNZI
12H30-13h00	QUESTIONS/ ECHANGES	Modérateur
13h00-14h00	PAUSE- DEJEUNER	LOGISTIQUE
14H00-15H30	Travaux en groupes sur les 3 thématiques du jour	Modérateur
15h30-15h45	PAUSE - SANTE	
15H45-17H45	Mise en commun : plénière	Modérateur + conférenciers
17h45	FIN DES TRAVAUX de la 1ère journée.	

MARDI 06 mai

Heure	Activité	Responsable
8h15-8h30	Synthèse des travaux de la veille	Rapporteurs
8h30-8h45 (20mn)	Exposé n° 4 : Médias et autorités publiques	Mr Willy NYAMITWE

8H45-9h30	TABLE RONDE : Table-Ronde et échange avec la salle	Modérateur
9h30-10h00	Exposé n° 5: Quels modèles économiques des médias	Tom MSHINDI (The Nation Group)
10h00-10h 40	TABLE RONDE : Table-Ronde et échange avec la salle	Modérateur
10h40-11h00	PAUSE- CAFE	LOGISTIQUE
11h00-11h30	Exposé n° 6: Le futur numérique des médias : périls et espoirs	Innocent MUHOZI& Déo BIZINDAVYI de l'ARCT.
11h40-12h10	TABLE RONDE : Table-Ronde et échange avec la salle	Modérateur
12h10-13h00	Travaux en groupes sur les 3 thématiques du jour :	Modérateur
13h00-14h00	PAUSE- DEJEUNER	LOGISTIQUE
14h00-15h15	Travaux en groupes -suite	Modérateur
15h15-16h30	Mise en commun : plénière	Modérateur + conférenciers
16h30-16h45	- PAUSE – SANTE - Rédaction des recommandations	- Logistique - Rapporteurs + Modérateurs
16h45 - 17h00	Approbation des recommandations	Modérateur + Assemblée générale
17h00 - 17h30	CEREMONIES DE CLOTURE : - Lecture des recommandations	- Discours de clôture - Ministère TIC/RP (à défaut : ABR).
17h30	FIN DES TRAVAUX DES ASSISES DES MEDIAS	
18H00-19H00	Verre de fraternisation	Logistique

Mercredi 07 mai

7h00 – 8h45	PETIT - DEJEUNER	Logistique
8H45 - 9H00	Retour sur Bujumbura	

Annexe 2 : Participants aux Assises

INSTITUTIONS		Nom du représentants
MEDIAS	Isanganiro	Patrick Mitabaro
	RTNB	Pierre Bambasi
	Radio publique Africaine	Bob Rugurika
	Radio Bonesha FM	Patrick Nduwimana
	Radiotélévision renaissance	Innocent Muhozi
	Radio CCIB FM +	Jean-Jacques Ntamagara
	Radiotélévision REMA	Claude Nkurunziza
	Radiotélévision Salama	
	Radio Ijwi ry'umukenyezi	Goreth Ndacyisaba
	Publication de Presses (Renouveau)	Pascaline Biduda
	Publication de Presses (Ubumwe)	Donatien Sabiyumva
	Agence Net Press	
	Agence Burundaise de Presse	Jean-Paul Ciza
	Journal Iwacu	Antoine Kaburahe
ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DES MEDIAS	Association Burundaise des Radiodiffuseurs	Vincent Nkeshimana
	Association Burundaise des Radiodiffuseurs	Tharcisse Ntarugiriye
	Association Burundaise des Radiodiffuseurs	Herménégilde Niyungeko
	Maison de la Presse	Nestor Ntiranyibagira
	Union Burundaise des Journalistes	Innocent Nduwayo
	Association des femmes journalistes	Caritas Butoyi
	Observatoire de la Presse du Burundi	Léandre Sikuyavuga
INSTITUTIONS	Présidence de la République	Willy Nyamitwe
	Vice-présidence de la République	
	Bureau de l'Ombudsman	
	Ministère des Finances	
	Conseil National de la Communication	Richard Giramahoro
	Conseil National de la Communication	Papien Ruhotoro
	Agence de Régulation des Télécommunications	Déo Bizindavyi
	Ministère de la Communication	Tharcisse Nkezabahizi
	Conseiller Ministère Communication	Jérôme Ndikuriyo
	Commission Nationale Indépendant des Droits de l'Homme	Frère Emmanuel Ntakarutimana
	Commission Electorale Nationale Indépendante	Denise Nzisabira
	Office Burundaise des Recettes	Fiacre Muhimpu
	Agence de promotion des Investissements	Marcien Barakana
SOCIETE CIVILE	OAG	
	FORSC	Gertrude Kazoviyo
	PISC	Samuel Nkengurukiyimana
PARTENAIRES	Université du Burundi	

MEDIAS/INSTITUTIONS DE FORMATION	Université du Lac Tanganyika	Jean-Marie Katubadi
	La Benevolencija	Aloys Batungwanayo
	Institut Panos Grands Lacs	Cyprien Ndikumana
	Search for Common Ground	Jérôme Niyonzima
BAILLEURS	Ambassade d'Allemagne	
	Ambassade des USA	
	Ambassade de France	Robert Minangoy
	Ambassade de Belgique	
	Ambassade des Pays-Bas	
	Bureau de coopération de Suisse au Burundi	Annonciate Ndikumasabo
	Délégation de l'Union Africaine	
	Délégation de l'Union Européenne	
	BNUB	Moïse Gahungu
	PNUD	Aaron Nsavyimana
	UNESCO	Joséphine Ntahobari
	LES OPERATEURS DE TELEPHONIE: Leo, Econet, Africel	
OPERATEURS ECONOMIQUES	ASSURANCES: Association des Assureurs	Tatien Sibomana
	BANQUES: Association des Banques	
	TELEDISTRIBUTION	Franck Tumwekwase (Télé10)
	Hon. NTIBANTUNGANYA Sylvestre	
INDEPENDANTS	Prof. NIMUBONA Julien	
	CNEB	
	Absents (ceux qui avaient préalablement confirmé)	
	Publications de Presse	Channel Sabimbona
	Radio-TV Salama	Josiane Inamahoro
	ARCT	Amb. Joseph Mbangurambona
	OAG	Onésphore Nduwayo
	Ambassade Belge	Bart-De Wolf
	Ambassade Pays-Bas	Niels Veems
	Association des Banquiers	Cyrille Sigejeje
	Opérateurs de téléphonie (Tempo Africel)	Fatou Diop
	CNEB	Rév.Pasteur Juvénal Nzoyisaba
	Autres invités	
	Tom Mshindi (Conférencier)	
	Sylvie Capitant	
	André Guichaoua	
	Eric Manirakiza (Conférencier)	
	Adolphe Manirakiza (Conférencier), min. de la Défense	
	Innocent Nsabimana (OMAC), Conférencier	
	Venant Ndimurirwo (Rapporteur), min.éducation	

Ferdinand Bigumandondera (Rapporteur)	
Espérance Nijembazi (Modératrice)	
Administration Province Gitega	Vincent Ndayisaba
Présents non prévus initialement	
Willy Nindorera (Consultant)	
EIRENE (Medias et Paix)	Bettina Haasen
RFI	Sonia Rolley
Présents non invités	
Festus Ntanyungu	Forum des Partis Politiques
Agnès Nindorera	
Burundi Echo	
Josélyne Kwigera	RPA

Annexe 3 : Rapport final illustré des Assises nationales des médias



Vue du bureau lors des cérémonies d'ouverture de la droite vers la gauche : le délégué de la coopération suisse, le ministre des télécommunications, de l'information, la communication et les relations avec le parlement, un représentant du gouverneur de Gitega, et à gauche, le président en exercice de l'ABR



Photo de groupe des participants aux assises de Gitega

Rapport de :

Venant Ndimurirwo
et
Ferdinand Bigumandondera
Rapporteurs des Assises

0. Introduction

• Contexte et justification

L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) a organisé, du 5 au 6 mai 2014, les premières Assises des médias pour mener une réflexion approfondie sur six thèmes majeurs et leurs articulations, à savoir :

« **L'offre médiatique au Burundi dans une perspective sous-régionale : convergence et originalités** », (Par Innocent NSABIMANA de l'OMAC/MOMO et Adolphe MANIRAKIZA, CNC),
« **Les médias et leurs publics : quelle synergie** » ? (Par : Hon. NTIBANTUNGANYA Sylvestre),
« **Les missions des médias burundais** » (Par : Eric MANIRAKIZA, RPA et Pierre Bambasi, CNC),
« **Médias et autorités publiques** » (Par : Mr Willy NYAMITWE, conseiller principal à la Présidence de la République chargé de la presse, de la communication et de l'information),
« **Quels modèles économiques des médias** » (Par : Tom MSHINDI « The Nation Group » du Kenya),
« **Le futur numérique des médias : périls et espoirs** » (Par : Innocent MUHOZI et Déo BIZINDAVYI de l'ARCT).

Les Assises ont été placées sous le thème central de la « **Synergie des médias à la synergie des acteurs engagés dans le paysage médiatique** » et ont vu la participation des acteurs médiatiques, des organisations professionnelles, des représentants du secteur de l'administration et de la régulation, des opérateurs économiques, des publicitaires, des organisations de coopération internationale, des représentants des auditeurs et lecteurs ainsi que ceux des structures de formation spécialisée.

L'objectif des assises était celui de donner l'occasion aux acteurs impliqués à divers titres dans le champ médiatique de porter un regard critique, de confronter les attentes, d'analyser les bilans et d'établir la priorité des exigences.

Cette première du genre au Burundi s'inscrivait, par ailleurs, dans la droite ligne d'un Audit des médias par les médias qui avait été réalisé l'année dernière grâce au soutien et à l'appui financier du Bureau de la Coopération suisse au Burundi.

L'audit a jugé prioritaires les huit chantiers suivants :

- Instaurer ou rétablir un climat de dialogue entre les différents protagonistes du champ médiatique (autorité de régulation, autorités administratives et politiques, médias publics et privés, associations des médias, partenaires, opérateurs économiques),
- Dégager les médias d'une logique d'économie de survie afin de leur permettre d'assumer pleinement leurs missions,
- Affirmer la mission d'utilité publique des médias et se dégager de l'économie médiatique de « résolution de conflits »,
- Une nécessaire « révolution économique » des médias et un renforcement institutionnel,
- Soutenir la solidarité des médias,
- Renforcer les capacités et la qualité de production éditoriale,
- Des politiques d'appui aux médias mieux négociées avec les médias eux-mêmes ;
- Reconsidérer le volet technique grandement délaissé.

L'enquête a encore fait ressortir qu'à l'heure actuelle, le paysage médiatique burundais serait « saturé ». Avec la large panoplie de productions offertes par les radios, pour ne s'en tenir qu'à ce média, il est difficile pour un nouveau venu de trouver un créneau viable. Sur le plan du marketing, l'étroitesse du marché local, en termes d'investisseurs et de publicité, n'encourage guère les nouvelles initiatives.

De plus, les partenaires au développement qui viennent en appui aux médias réduisent la voilure de leurs politiques. Leurs fonds limités sont convoités par un nombre de plus en plus important de médias, ce qui réduit *de facto* le volume potentiel des financements en provenance des partenaires extérieurs.

En conséquence, la tendance aujourd’hui n'est plus de soutenir la diversification du paysage médiatique en finançant de nouveaux médias, mais **plutôt de consolider les médias existants, voire de chercher à en réduire le nombre en soutenant l'association ou la fusion de certains d'entre eux.**

Cette option est souvent avancée mais les conditions de sa réalisation sont par contre rarement débattues et à ce jour, aucune occasion publique n'a été offerte pour en discuter. De plus, pratiquement aucune fusion n'a été constatée au Burundi.

L'organisation d'assises a été donc un lieu adéquat pour parler de ces stratégies et tenter d'en évaluer les avantages et inconvénients pour les bailleurs certes, mais aussi pour les médias et leurs publics.

2. Déroulement des travaux

- Cérémonies d'ouverture



Quelques images du bureau et de la salle

Les cérémonies d'ouverture des premières Assises des médias burundais ont été marquées par une allocution d'accueil du représentant du gouverneur de la province de Gitega, une allocution de circonstance du président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), celle de la déléguée du bureau local de la Coopération suisse au Burundi ainsi qu'un discours d'ouverture du ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement.

Dans son allocution d'accueil, le **délégué du gouverneur de la province de Gitega** a mis un accent particulier sur le rôle incontournable des médias dans le processus de consolidation de la paix, le renforcement de la démocratie et de l'état de droit.

« En raison de leur posture sur l'échiquier national, les Médias Burundais sont le quatrième pouvoir, servent de courroies de transmission entre l'Administration et la population dont ils sont au service », a-t-il souligné, en substance.

De son côté, le **président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs** (ABR) a dit toute la satisfaction qu'il éprouvait envers ceux qui ont fait le déplacement de Gitega, à commencer par le ministre : « Ces minutes que vous nous consacrez nous touchent », a-t-il dit, avant de le solliciter pour

transmettre à son excellence Monsieur le Président de la République le sentiment de reconnaissance que la famille des professionnels des médias lui exprime. ».

D'autres remerciements sont allés en direction du gouvernorat de Gitega pour l'accueil et la quiétude dont les participants ont pu bénéficier.

Le président de l'ABR a également tenu à remercier le bureau de la Coopération suisse qui, « sans hésiter, nous a appuyé ».

M. Nkeshimana est encore revenu sur le sens des Assises qui visaient à mener « une réflexion approfondie sur la place, le rôle, la nature et les possibilités d'évolution des missions remplies par les médias au sein de la société burundaise».

Dans son discours de circonstance, la **déléguée du Bureau de la Coopération suisse au Burundi** a d'abord présenté ses salutations et ses vives félicitations au nom de son institution et de la directrice de coopération, Mme Elisabeth Pitteloud Alansar, pour l'organisation de ces assises.

« La coopération suisse est convaincue que la présence de médias professionnels dans un pays est un atout indéniable pour la réalisation d'une mission d'utilité publique, la défense et la promotion des valeurs démocratiques », a-t-elle enchaîné.

« Dans cette optique, nous espérons que du choc de vos idées pendant ces assises, jailliront les réponses aux questions suivantes que nous trouvons cruciales : Comment les médias peuvent-ils améliorer leur mission d'utilité publique, si nécessaire ? Quelles seraient les bonnes pratiques pour construire les relations entre les médias et les autorités publiques autour d'un dialogue constructif ? Quels modèles économiques innovants pour garantir la pérennité des médias ? Quelles sont les forces et les faiblesses des médias burundais dans la révolution digitale en cours ?

La déléguée de la Coopération suisse aux assises a terminé en réitérant le soutien de son institution au secteur médiatique pour la promotion de la liberté de la presse et la disponibilité d'une information de qualité de manière durable.

Le ministre des Télécommunications, de l'information, de la Communication et des Relations avec le Parlement a, quant à lui, salué l'initiative de l'ABR.

« C'est pour la première fois que dans notre pays, une telle activité se réalise et je voudrais, d'emblée, exprimer tous mes remerciements à l'association burundaise des radiodiffuseurs pour avoir initié le présent cadre et encourager vivement que des assises des médias soient tenues chaque année » ;

« Je voudrais rappeler ici que le gouvernement est conscient de l'importance économique, sociale et culturelle des médias dans le monde moderne », a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que « les médias sont un secteur industriel majeur qui dégage des bénéfices et crée des emplois ».

Par ailleurs, a dit le ministre, « les médias sont un des moyens d'expression culturelle et de communication à soutenir et à promouvoir. C'est pour cela que le gouvernement a été favorable à la promotion des entreprises de presse de sorte qu'aujourd'hui, une vingtaine de radios, une demi-douzaine de télévisions occupent le champ médiatique burundais ».

• Présentations

Les deux journées des assises des médias ont été meublées par six présentations suivantes :

- **L'offre médiatique au Burundi dans une perspective sous-régionale : convergences et originalités** (par Innocent Nsabimana et Adolphe Manirakiza)
- **Les médias et leur public : quelle synergie ?** (par Honorable Président Sylvestre Ntibantunganya)
- **Les missions des médias burundais** (par Eric Manirakiza et Pierre Bambasi)
- **« Médias et autorités publiques »** (par Mr Willy NYAMITWE, conseiller principal à la Présidence de la République chargé de la presse, la communication et l'information)
- **« Quels modèles économiques des médias »** (par Tom MSHINDI « The Nation Group » du Kenya)
- **« Le futur numérique des médias : périls et espoirs »** (par Innocent MUHOZI et Déo BIZINDAVYI de l'ARCT).

❖ Résumé des présentations

1. L'offre médiatique au Burundi dans une perspective sous-régionale : convergences et originalités

De cette présentation, il s'est dégagé que les informations généralement fournies par les médias burundais sont plus d'actualité politique, concernent presqu'exclusivement la ville de Bujumbura, tandis qu'au niveau mondial, nous venons à la 142ème place en matière de liberté de presse. L'autre constat majeur a été que l'émergence de groupes de presse reste difficile au Burundi, à quelques exceptions près.

Le journal « Iwacu » dispose d'un hebdomadaire, un mensuel, une maison d'édition et un site internet. C'est le cas exceptionnel de « Ijwi ryawe Rema », radio communautaire Star et Umuco, ainsi que la radio-télévision Rema.

C'est tout le contraire du Kenya où les médias se sont fortement organisés en groupes de presse rassemblant télévisions, radios et journaux.

1. Les médias et leur public : quelle synergie ?

Le présentateur a captivé l'attention du public, notamment pas sa démonstration que les médias de la haine des années passées de guerre civile au Burundi se sont éteints pour diverses raisons.

Depuis le début du 21^{ème} siècle, les « médias de la haine » perdent du terrain. Ils disparaissent, soit par action des pouvoirs publics, soit du fait qu'eux-mêmes se rendent compte que les publics auxquels ils s'adressaient avant ne les suivent plus, soit du fait qu'ils manquent de moyens pour assurer leur subsistance.

Aussi, la naissance de nouveaux médias qui, avec le concours de financements extérieurs, s'inscrivent dans la dynamique de paix et de réconciliation réduit sensiblement l'espace public hier occupé par les « médias de la haine ».

Cette nouvelle ère des médias burundais est surtout perceptible au niveau des médias audiovisuels. C'est l'époque où se développe substantiellement la Radio Mwizer, devenue entre-temps « Radio Bonesha-FM ».

C'est l'époque où naissent également la Radio Publique Africaine, RPA-Ijwi ry'Abanyagihugu et la Radio Isanganiro.

Ces trois radios ciblent un public large auquel elles s'adressent à travers des journaux d'information et d'autres programmes axés surtout sur la paix et la réconciliation.

Parlant des perspectives d'avenir, le conférencier a estimé que les médias burundais doivent connaître de nouvelles orientations éditoriales et s'adapter à de nouvelles perspectives.

Pour cela, ces médias, comme les autres opinions burundaises, ont besoin d'un instrument : le sondage.

Ce dernier est nécessaire pour apprécier objectivement les sensibilités et les attentes des publics burundais par rapport à ces médias.

Le sondage est également nécessaire pour apprécier le « thermomètre » de situations politiques, économiques et sociales.

2. Les missions des médias burundais

A la lumière de cette présentation, il s'est dégagé des points de vue quelque peu contrastés entre Pierre Bambasi venant des médias publics et Eric Manirakiza, qui, lui, a évolué dans les médias indépendants.

Pour le premier, les médias publics burundais fournissent des plateformes publiques par lesquelles s'exerce la liberté d'expression. Ils contribuent ainsi au débat démocratique en permettant aux citoyens d'échanger les idées entre eux.

Ils servent aussi de courroie de transmission entre les gouvernants et les gouvernés. Des titres comme « Akari ku mutima », de la radio nationale, « sans tabou » et « Tabou » de la télévision Nationale et la

rubrique politique du quotidien Le Renouveau et du journal Ubumwe ainsi que les journaux radiodiffusés d'information aussi divers que diversifiés sont de véritables cadres d'échanges d'information et d'opinions. Ils constituent un espace public au service de l'intérêt général.

Le conférencier a conclu en reconnaissant, certes des progrès dans l'accomplissement des missions publiques par les médias d'Etat, mais aussi des défis qui restent à relever.

« Sans nier que beaucoup reste à faire pour accomplir leur mission de service public, les médias publics fournissent beaucoup d'efforts et affichent un résultat globalement satisfaisant. Toutefois, comme d'aucuns le savent beaucoup de défis restent à relever, le récent Audit des médias par les médias l'a démontré. Pour moi, ces défis sont d'ordre éditorial, financier, technique et managérial ». Sur le même sujet, Eric Manirakiza a soutenu que les médias dépassent la mission de service public du fait de leur tendance à se substituer aux institutions dont le rôle est de contrôler et de sanctionner. Or, « les médias ne peuvent ni s'identifier à l'exécutif, au législatif et au judiciaire car le rôle du journaliste est simplement d'informer », a-t-il souligné, en substance.

3. Quels modèles économiques pour les médias ?

L'exposé a donné une idée assez précise de ce que les médias burundais, du point de vue des moyens, du marketing, des contenus avaient à apprendre des médias kenyans.

Dans les chiffres, le groupe kenyan de presse étend ses activités de presse écrite, audio-visuelle et en ligne au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda.

Le groupe a réalisé un bénéfice de 136 millions de dollars US, en 2013, tandis que le budget pour 2014 s'élève à 178 millions de dollars US pour des bénéfices attendus de 42 millions de dollars.

L'autre élément que le Burundi doit envier au Kenya est que la presse écrite génère plus d'argent que les médias « lourds » que sont la télévision et la radio.

Le personnel salarié du groupe s'élève à quelque 1 770 unités pour une masse salariale de 11 millions de dollars US. C'est plus du triple de ceux qu'emploie la radiotélévision nationale du Burundi.

5. « Médias et autorités publiques »

Le conférencier n'y est pas allé par quatre chemins en parlant de « fracture dans les relations entre les médias et les autorités et acteurs publics avec comme exemple d'illustration, la loi sur la presse contestée par les professionnels des médias alors que les autorités publiques la trouvent conforme à la réalité socio-politique du Burundi.

Le pouvoir accuse aussi les médias d'être complaisants à l'égard de l'opposition, si pas rangé de son côté. Ainsi, un climat de défiance s'est installé entre les médias et le pouvoir.

Pour le conférencier encore, les activités officielles passent inaperçues dans la presse privée. Les journalistes ne savent pas que le Chef de l'Etat rencontre chaque mois les gouverneurs, chaque semaine les natifs d'une province donnée et tous les 45 jours le Haut Commandement de la Force de défense nationale (FDN) et de la Police nationale du Burundi (PNB).

S'agissant de ce qu'il faut faire pour décrisper ces relations, le conférencier a donné les pistes suivantes :

- *Aux autorités et acteurs publics*, je recommande l'ouverture. Un gouvernement ouvert est un gouvernement transparent en faveur d'un accès facile à l'information.
- *Aux médias*, je recommande l'observation des règles d'éthique et de déontologie de leur métier et de couvrir également l'actualité officielle.
- *Aux autorités et aux médias*, je recommande un dialogue permanent. Tout le monde y tirera profit, car les échanges entre acteurs publics et médias pourront aider à gérer rationnellement certains différends et à dissiper tout malentendu.

6. Le futur numérique des médias : périls et espoirs

Cette sixième présentation a donné lieu à quelques frissons dans le public de par les défis qui restent à relever pour le passage effectif de l'analogique au numérique.

Les défis pour les opérateurs sont liés aux nouveaux et lourds investissements dans la chaîne de diffusion (émetteurs, multiplexeurs, pilones,...), la maîtrise des technologies, la restructuration de la chaîne médiatique, le risques d'atteinte à la liberté de presse, a laissé entendre le conférencier, Innocent Muhozi.

Pour le consommateur des médias, il y aura l'obligation de changer les appareils de réception, de payer la consommation des médias audio-visuel, de faire face à des coûts des appareils de réception plus élevés.

Le conférencier a aussi fait état d'opportunités qui se présentent par rapport au passage au numérique. Un autre conférencier venant de l'agence de régulation et de contrôle des télécommunications (ARCT) sur le même sujet, a fait savoir que la Période de transition vers le numérique prendra fin le 17 juin 2015 à minuit pour la TV et le 17 juin 2020 pour la radio.

Cela signifie qu'après ces deux rendez-vous, toutes les assignations de fréquences seront supprimées du Master International *Frequency register* (MIFR).

Il n'y aura pas non plus d'assistance de l'organisation internationale des télécommunications (UIT) en cas d'interférences et d'échanges de programmes.

Le conférencier a encore parlé du rôle du gouvernement dans le processus de migration qui est celui de la mise en place des textes et lois régissant la Radio-Télévision numérique, la mise en place d'un Comité National de Pilotage, le soutien à la Radio-Télé publique, la gestion des licences (promouvoir les nouveaux entrants), la mise en place d'un Fonds d'appui aux secteurs concernés, la détaxation des décodeur/récepteur.

Annexe 4 : Synthèse des recommandations des Assises



ASSISES DES MEDIAS Organisées par l'ABR – Gitega, Burundi, 5-7 mai 2014

Assises organisées avec le soutien du Bureau de la Coopération suisse au Burundi et du BNUB.

« DE LA « SYNERGIE DES MÉDIAS » À LA « SYNERGIE DES ACTEURS ENGAGÉS DANS LE PAYSAGE MÉDIATIQUE ».

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS des ASSISES des MEDIAS

Générales

- * L'utilité de ces rencontres plurielles et l'engagement de les réitérer selon une régularité à décider ;
- * La réaffirmation de la solidarité des médias et leur responsabilité dans l'accomplissement de leur mission ;
- * L'ouverture du monde des médias aux gestionnaires des institutions publiques, aux acteurs de la société civile, aux opérateurs économiques et aux publics ;
- * Les Assises souhaitent la restauration d'un climat de confiance entre les autorités publiques et les médias ;
- * Mise en place d'ici trois mois d'un comité de suivi pérenne veillant à l'application des recommandations.

Paysage médiatique

- * Maintenir la diversité du paysage médiatique, notamment entre les médias écrits, audio et télévisuels ;
- * Soutenir le maintien et le renforcement d'une presse écrite forte, indépendante et plurielle ;
- * Renforcement d'une autorégulation responsable et réactive ;
- * Renforcer les concertations entre tous les médias sans exclusive ;
- * Développer les outils adéquats sur le volet des études socio-économiques, des opinions et des audiences ;
- * Multiplier les liens avec les médias de la région dans le cadre des avancées des processus d'intégration régionale.

Relations autorités publiques et médias

- * Construire un dialogue pérenne entre les autorités, les acteurs publics et les médias : organisation d'une réunion trimestrielle ;
- * Réaffirmer le droit d'accès à l'information publique ;
- * Des consultations plus inclusives des médias lors de l'élaboration des mesures concernant ce secteur ;
- * L'amélioration de la communication des pouvoirs publics en direction des médias et une plus grande préoccupation de la transmission de l'information ;

- * Une meilleure couverture des activités des autorités publiques par les médias privés ;
- * Assainissement du cadre institutionnel et légal régissant l'exercice de la profession et l'activité des médias;
- * Le respect de la pluralité des opinions sur les médias ;
- * Maintenir et défendre le principe de synergie.

Les missions et les publics des médias

- * Les 8 critères d'une mission de service public : Informer pour l'intérêt public ou général ; Objectivité dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information ; Responsabilité sociale ; Promouvoir l'harmonie et la cohésion sociale ; Mettre le citoyen au centre de la mission du journaliste ; Accessibilité de l'information ; Transcender les divergences ; Qualité et pertinence des sujets traités ; Universalité, représentativité de toute la société burundaise
- * La réaffirmation de tous les médias, privés comme publics, à respecter la déontologie professionnelle ;
- * Mener une enquête scientifique et nationale sur les préoccupations du public afin que les médias ajustent mieux leurs contenus et répondent au plus près aux besoins des publics ;
- * Exiger une plus grande transparence des différents instruments de mesures d'audience ainsi qu'une plus forte implication des médias dans leur élaboration ;
- * Une meilleure couverture de l'actualité des provinces et des publics ruraux ;

Une politique de transition vers le numérique

- * Renforcer la communication sur les enjeux de la migration vers le numérique ;
- * Mise en place d'une politique d'accompagnement des médias vers le passage au numérique ;
- * Réaffirmer la nécessité de l'existence d'un réseau pluriel de distribution numérique ;
- * Défendre le principe de l'accès gratuit aux médias ;
- * Transparence sur les conditions d'attribution des marchés publics dans le domaine.

Le modèle économique des médias

- * Formulation par les médias d'une stratégie économique et fiscale en direction des autorités traduite par des mesures concrètes ;
- * Débattre dans le cadre du processus de concertation entre autorités et médias, d'une politique de fiscalité préférentielle pour les médias (notamment en matière de TVA, d'exonération sur les équipements, de baisse des redevances et du prix de location des sites et de leur facturation en devises internationales, l'accès au crédit, etc.)
- * Engagement des médias à promouvoir la transparence gestionnaire et économique;
- * Encourager les médias à être plus dynamiques en matière de marketing et renforcer leurs liens avec les opérateurs économiques et le secteur bancaire;
- * Ajuster le cadre juridique en fonction des contraintes économiques nationales et internationales ;
- * Quels que soient le statut du média et ses modes de financements, maintenir l'indépendance éditoriale.

Annexe 5 : Composition du comité de pilotage

ASSISES DES MEDIAS Organisées par l'ABR – Gitega, Burundi, 5-7 mai 2014

Assises organisées *avec le soutien du Bureau de la Coopération suisse au Burundi et du BNUB.*

« DE LA « SYNERGIE DES MEDIAS » A LA « SYNERGIE DES ACTEURS ENGAGES DANS LE PAYSAGE MEDIATIQUE »

COMITE DE PILOTAGE PROPOSE

- 1. Frère NTAKARUTIMANA Emmanuel, à titre d'observateur.**
- 2. Monsieur Willy NYAMITWE**
- 3. Monsieur Richard GIRAMAHORO**
- 4. Monsieur Thaddée SIRYUYUMUSI**
- 5. Monsieur Innocent MUHOZI**
- 6. Monsieur Antoine KABURAHE**
- 7. Monsieur Vincent NKESHIMANA**
- 8. Un Représentant du Ministère des TIC/RP (à nommer).**

Annexe 6 Press book des Assises

✓ ISANGANIRO

Plaidoirie pour une justice pour la RPA et la RFI, 12 mai 2014

<http://www.isanganiro.org/spip.php?article6850>

Article sur la position du comité de dialogue suite à l'arrestation de Sonia Rolley et Serge Nibizi.

A quoi ont abouti les Assises des Médias, jeudi 8 mai 2014.

<http://www.isanganiro.org/spip.php?article6820>

Les médias burundais en retraite deux jours à Gitega, vendredi 2 mai 2014

<http://www.isanganiro.org/spip.php?article6773>

✓ RTNB

***L'Association burundaise des Radiodiffuseurs organise des assises des média au Burundi**

Samedi, 03 Mai 2014 10:50 | Écrit par R. S.

http://www rtnb.bi/index.php?option=com_content&view=article&id=9539:lassociation-burundaise-des-radiodiffuseurs-organise-des-assises-des-media-au-burundi&catid=3:divers&Itemid=4

L'Association burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) organise ce lundi 5 mai 2014 des assises des média au Burundi sous le thème : «De la synergie des média à la synergie des acteurs engagés dans le paysage médiatique ».

C'est dans cet objectif que le Président de l'ABR, Vincent Nkeshimana a animé une conférence de presse pour signifier que ces assises seront une occasion d'échanger sur le rôle, la place et les possibilités d'évolution des missions remplies par les média. Vincent Nkeshimana a aussi indiqué que les assises de Gitega seront une occasion de revoir et discuter tour à tour la récente loi sur la presse au Burundi. Les acteurs de la société civile ont été conviés à ces assises.

*** La police interpelle le commanditaire de l'embuscade de deux journalistes à Marangara**

Mardi, 13 Mai 2014 05:22 | Écrit par A. N. |

http://www rtnb.bi/index.php?option=com_content&view=article&id=9628:la-police-interpelle-le-commanditaire-de-lembuscade-de-deux-journalistes-a-marangara&catid=7:securite&Itemid=8

En date du 9 mai 2014, deux journalistes Serge Nibizi de la radio RPA et Sonia Relais de Radio France internationale ont passé 2 heures en commune de Marangara de la province Ngozi, sous la menace d'un groupe de jeunes coordonnés par le président du Conseil communal de cette commune Venant Sibomana. Il a fallu l'intervention d'un haut cadre de la présidence de la République de commun accord avec le commissaire régional de police Eustache Ntagahoraho pour que la situation se débloque. Les auteurs de cette embuscade ont été interpellés par la police. *Le comité de suivi de la rencontre de Gitega* entre responsables des médias et les autres acteurs a rendu public une déclaration dans laquelle il condamne cet acte barbare. Le communiqué y relatif a été signé par le président de l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs Vincent Nkeshimana, et le Conseiller principal à la présidence de la République chargée de la communication, presse et information Willy Nyamitwe.

✓ Télé renaissance

*"Gitega abritera le 05 et 06 Mai prochain, les premières assises des médias" ABR .

<http://www.telerenaissance.bi/index.php/actualites/journal/527-gitega-abritera-le-05-et-06-mai-prochain-les-premieres-assises-des-medias-abr>

✓ IWACU

* Assises des médias à Gitega : le gouvernement invite la presse burundaise à l'autocritique

Jean Noël Manirakiza 06-05-2014

<http://www.iwacu-burundi.org/assises-des-medias-a-gitega-le-gouvernement-invite-la-presse-burundaise-a-lautocritique/>

Du 5 au 7 mai, l'ensemble des acteurs de la presse burundaise se penche sur la profession journalistique pour dresser l'évolution de sa mission.

Lundi, 5 mai 2014 - Assises des médias burundais à Gitega du 5 au 7 mai2014. Vue partielle des participants représentant en l'occurrence le gouvernement, le parlement, la CENI, la CNIDH, l'OBR, des organes de régulation, le corps diplomatique, les professeurs d'universités des invités en provenance du Kenya, de la France etc.

Lundi, 5 mai 2014 – Assises des médias burundais à Gitega du 5 au 7 mai2014. Vue partielle des participants représentant en l'occurrence le gouvernement, le parlement, la CENI, la CNIDH, l'OBR, des organes de régulation, le corps diplomatique, les professeurs d'universités des invités en provenance du Kenya, de la France etc.

« J'invite les participants à se prêter à un exercice d'autocritique qui n'est pas habituel dans l'exercice de leur métier. Leurs critiques sont souvent dirigées vers les pouvoirs publics et les consommateurs. Nous aimerais les voir faire de même à leur endroit », a lancé le ministre de Télécommunication, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, ce 5 mai.



Lundi, 5 mai 2014 – Assises des médias burundais à Gitega du 5 au 7 mai2014. Vue partielle des participants représentant en l'occurrence le gouvernement, le parlement, la CENI, la CNIDH, l'OBR, des organes de régulation, le corps diplomatique, les professeurs d'universités des invités en provenance du Kenya, de la France etc. ©D.Niwacu

C'était à l'ouverture des assises des médias à Gitega où le ministre de tutelle a appelé les acteurs du champs médiatique à accepter d'être critiqués, à assumer les erreurs commises et à s'engager à les corriger.

Dans son allocution, il a indiqué que le gouvernement est conscient de l'importance économique, sociale et culturelle des médias dans le monde moderne. Toutefois, il les a invités à jouer pleinement leur rôle de responsabilité sociale, surtout en ce moment où le Burundi s'achemine vers des échéances électorales : « Nous invitons certains médias à fournir des efforts en diversifiant leurs programmes

pour donner la priorité aux activités des populations rurales silencieuses, moteurs du développement, qui constituent plus de 90% de la population burundaise qui font vivre le pays. »

Quant au président de l'Association Burundaise des Radios diffuseurs, il indique que « parce que l'homme ne sait plus se déconnecter de son environnement, il est obligé de rester à l'écoute des médias, des informations qu'ils véhiculent et qu'il essaie de comprendre et éventuellement de relativiser ou de capitaliser. Mal appréhendée, une information peut conduire toute une société à sa perte. » Aux critiques du pouvoir qui accusent les médias d'en faire trop et de ne se concentrer que sur certains aspects négatifs jusqu'à dénoncer une certaine accointance avec l'opposition politique, le président de l'ABR ne s'embarrasse pas de circonlocutions: « Je voudrais réaffirmer ici que le journaliste n'est pas ce griot servile qui chante aveuglément les louanges du Prince. J'affirme également qu'il n'est pas non plus cet opposant systématique qui guette la moindre occasion de tirer sur l'autorité ou sur son action. »

Il a aussi fait savoir que le journaliste qui se veut moderne a le devoir d'alerter, de critiquer et de participer à faire émerger et à entretenir des capacités d'analyse des situations.

Au moment où tous les regards sont tournés vers ces assises, le président de l'ABR se dit confiant quant à l'issue de cet atelier : « Vous venez de différents horizons : acteurs médiatiques, organisations professionnels, secteurs de l'administration et de la régulation, opérateurs économiques, publicitaires, organisations de coopération internationale, représentants des auditeurs et lecteurs, structures de formations spécialisées. Nous avons toutes les raisons de croire que le débat sera riche et constructif. »

Dans ces assises des médias qui dureront trois jours, signalons que le bureau de Coopération Suisse et le BNUB ont pris une part substantielle dans l'appui financier.

*Assises des médias à Gitega : « Ne pas lâcher, lyncher ou lécher »

Antoine Kaburahe 09-05-2014

<http://www.iwacu-burundi.org/gitega-assises-des-medias-ne-pas-lacher-lyncher-ou-lecher/>

L'hôtel Helena a abrité de lundi à mardi la plus grande concentration de responsables des médias au mètre carré. Ils étaient tous là, ceux de la presse publique et privée, et toute une armada de reporters.

Lundi 5 mai 2014, ouverture des assises. De gauche à droite : Vincent Nkeshimana, le représentant du gouverneur de Gitega, le ministre Tharcisse Nkezabahizi et Annonciata Ndikumasabo procèdent à l'ouverture des activités ©Iwacu

Lundi 5 mai 2014, ouverture des assises. De gauche à droite : Vincent Nkeshimana, le représentant du gouverneur de Gitega, le ministre Tharcisse Nkezabahizi et Annonciata Ndikumasabo procèdent à l'ouverture des activités ©Iwacu

C'est une fierté pour la province de Gitega d'abriter les premières assises des médias », a lancé un conseiller du gouverneur à l'ouverture des travaux.

« C'est l'aboutissement de plusieurs mois de réflexion », a rappelé le président de l'ABR, M. Nkeshimana. Et de fixer la ligne qui guidera toute la réflexion : ne pas être « griot » mais aussi ne pas « tirer tout le temps sur l'autorité ». Un exercice pas toujours facile. Et pour réussir ce pari, il faut chaque fois se rappeler les « fondamentaux du journalisme » a dit encore M. Nkeshimana.



Annonciata Ndikumasabo qui a représenté la Directrice de la coopération suisse au Burundi, Mme Elisabeth Pitteloud Alansar empêchée, s'est réjouie de l'organisation de ces assises, « une étape importante dans la recherche de la durabilité des actions des médias.»

Pour rappel, la coopération suisse s'est fortement impliquée dans l'organisation de ces assises mais aussi le soutien à la production du cycle d'émissions conférences pour mémoire. Mieux, grâce à la coopération suisse, l'année dernière, les médias ont pu réaliser un audit qui a permis de faire une « photographie » complète des médias burundais. La Coopération suisse, a souligné Mme Annonciata Ndikumasabo, est convaincue que la présence de média professionnels, libres, contradictoires et déontologiques dans un pays est un atout indéniable pour la défense et la promotion des valeurs démocratiques.

Le ministre de la Communication a pour sa part salué cette volonté des médias de « faire face aux défis ». Il a indiqué que les médias qui exercent la critique « doivent faire de même à leur endroit et accepter d'être critiqués »

Vue partielle des participants représentant en l'occurrence le gouvernement, le parlement, la CENI, la CNIDH, l'OBR, des organes de régulation, le corps diplomatique, les professeurs d'universités des invités en provenance du Kenya, de la France etc. ©D.N/Iwacu

Vue partielle des participants représentant en l'occurrence le gouvernement, le parlement, la CENI, la CNIDH, l'OBR, des organes de régulation, le corps diplomatique, les professeurs d'universités des invités en provenance du Kenya, de la France etc. ©D.N/Iwacu

Pendant deux jours, les responsables des médias ont échangé à cœur ouvert, avec une envie manifeste de construire.

Le député du Cndd-Fdd Festus Ntanyungu (qui s'était invité) s'est fait remarquer par des attaques envers la presse privée qui serait responsable de la détérioration de la situation sécuritaire. Il s'en est pris en vrac aux radios privées, à la presse écrite, notamment aux caricatures du journal Iwacu.

C'est l'ancien président Sylvestre Ntibantunganya, lui-même ex journaliste, qui a recadré poliment le député. Il lui a rappelé que dans une démocratie, il faut accepter d'être critiqué et ne pas avoir peur de la presse. « Même la caricature est permise dans la presse, j'ai été président, j'ai été caricaturé », a lancé M. Ntibantunganya applaudi par l'assistance. M. Ntanyungu ne reviendra pas le deuxième jour. Dans les différents ateliers qui ont rythmé les assises, il a surtout été question d'assurer des missions de service public, du passage au numérique, du rôle social des médias, bref, à la meilleure façon de « mieux satisfaire le public. »

L'intervention de M. Willy Nyamitwe, aujourd'hui conseiller principal en communication du chef de l'Etat, a été très remarquée. Il a notamment mis le doigt sur les griefs de la présidence envers les médias privés « prompts à relayer les problèmes, mais qui parlent très peu des avancées du pays ». M. Nyamitwe a salué la tenue des assises et cette volonté « d'assainir les relations entre les médias privés et les autorités. » Il s'est dit prêt à s'investir pour « le dégel » de ces relations.

C'est l'ancien vice-président du CNC, le colonel Adolphe Manirakiza, qui résumera le mieux le travail des médias : « Ne pas lâcher, lyncher ou lécher ». Qui dit mieux ?

* Les premières assises nationales des médias ont été un succès

Redaction La Rédaction 18-05-2014

<http://www.iwacu-burundi.org/les-premieres-assises-nationales-des-medias-ont-ete-un-succes/>

Les premières assises nationales des médias ont eu lieu dernièrement à Gitega et ont donné des résultats satisfaisants en termes de qualité des participants, des débats et des engagements des uns et des autres à protéger et promouvoir davantage la liberté de la presse, se sont accordés à dire les invités à l'émission passée de club de la presse.

Le coordinateur du studio Ijambo, Jérôme Niyonzizma, a apprécié « positivement » l'initiative et le cadre d'échange qui a été « très franc », surtout entre les représentants des pouvoirs publics et les médias indépendants. Par ailleurs, « on a eu l'occasion de développer des stratégies à caractère économique pour aider les médias à se relever. Maintenant, il faut attendre la mise en place des comités de suivi des recommandations. Parmi ces recommandations, l'une demandait au Conseil national de la communication (CNC) de traiter les médias au même pied d'égalité. Au niveau des moyens, on a recommandé l'autofinancement interne et l'effectivité du fonds d'appui aux médias, a-t-il ajouté.

La Directrice de l'information à la radiotélévision Renaissance, Emeline Muhorakeye, a également salué « cette volonté de dialoguer sur les relations entre les médias et les pouvoirs publics. Mais il faudra des actions concrètes après toutes ces discussions. La question qui se pose est maintenant de savoir si cela va être possible ? Il faut une volonté des uns et des autres maintenant qu'on avance vers de nouvelles élections. Il ne faut pas non plus se leurrer car des problèmes de fond persistent », a-t-elle conclu.

De l'avis de Jérôme Nzokirantevye, le porte-parole du sénat, « comparativement aux Etats généraux de la communication qui s'étaient terminés en queue de poisson, les premières assises des médias ont été un succès. On sentait qu'il y a une volonté de part et d'autre d'assainir le climat entre les pouvoirs publics et les médias».

* Les assises nationales des médias à Gitega : des paroles aux actes

La Rédaction 22-05-2014

<http://www.iwacu-burundi.org/les-assises-nationales-des-medias-a-gitega-des-paroles-aux-actes/>

Les Assises nationales des médias se sont achevées mercredi 7 mai avec la rédaction de recommandations fortes et la mise en place d'un comité de pilotage entre les pouvoirs publics et les médias.

par André Guichaoua, Professeur (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Membre du comité d'organisation des Assises des médias



André Guichaoua Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ©iwacu

Au terme de deux journées de débats intenses, directs et francs, les participants ont exprimé le besoin que tous les acteurs présents (professionnels, représentants des pouvoirs et/ou des partis, organismes publics et associatifs, secteurs économiques) prennent des engagements précis afin que, selon eux, des relations de confiance soient rétablies. Plusieurs participants ont en effet relevé des relations distendues par des mesures autoritaires d'un côté et, même s'ils ne peuvent être mis sur le même plan, des manquements déontologiques avérés de l'autre. Tout un chacun a retenu de ces débats la volonté unanime des participants d'en finir avec les stratégies de harcèlement qui usent tous les acteurs et dissuadent les partenaires.

Les défis cruciaux du moment, tout comme ceux qui déterminent l'avenir proche ou plus lointain ont été recensés. Un parmi eux a été au cœur des débats et s'est imposé comme une exigence impérative : concentrés dans la capitale, les médias doivent mobiliser leurs moyens pour mieux remplir leurs missions de service public auprès des populations de l'intérieur du pays, et plus spécifiquement vis-à-vis de tous les « sans voix » qui, pour diverses raisons, ne peuvent ou ne savent se faire connaître ou reconnaître.

Chacun a ensuite repris ses activités avec en tête ces précieuses recommandations.

Les faits divers du quotidien

Après avoir débattu avec de nombreux participants des assises de leur programme de travail et itinéraire et établi les contacts nécessaires, deux journalistes se sont ensuite rendus le 9 mai au matin faire des reportages dans les provinces de Kayanza, Ngozi et Kirundo au nord du pays sur les thématiques qui font l'actualité dans les campagnes.

En fin de journée, ils sont arrivés à Marangara (province de Ngozi), l'administrateur local étant absent ils sont partis à la recherche des représentants des partis politiques. Alors qu'ils quittaient la localité, ils ont été interceptés par une bande de jeunes qui a érigé un barrage devant leur véhicule. Pendant plus de deux heures, malgré l'arrivée de la police locale sur les lieux, ces « militants » ont bloqué les deux journalistes. Leur chef, président du Conseil communal, cadre du CNDD-FDD et par ailleurs directeur communal de l'Enseignement de Marangara, a même refusé de répondre aux appels téléphoniques des deux gouverneurs de province de Kirundo et de Ngozi et de représentants des plus hautes autorités de l'Etat. Vers 21 heures 30, les journalistes ont enfin été autorisés à rejoindre Kirundo escortés par des policiers mandatés par le commissaire provincial de Ngozi.

Ce fait divers rapporté par des journalistes connus pour leur professionnalisme fait écho aux témoignages d'autres confrères et de représentants locaux des partis politiques s'étant trouvés dans des situations similaires. Il est riche d'enseignements.

Il confirme l'existence au Burundi de forces militantes s'estimant mandatées pour assurer le maintien de l'ordre sur les collines de l'intérieur hors de toute contrainte et règles propres à un Etat de droit, y compris celles qui incombent à la police et à la hiérarchie administrative. L'entêtement dont ces forces militantes ont fait preuve à Marangara et la certitude insolente de l'impunité autorisent bien des interrogations sur les parrainages dont elles peuvent bénéficier voire les dividendes que leur zèle pouvaient leur valoir. Que ces forces se considèrent comme auto-mandatées ou agissent sous l'autorité directe du Parti et/ou de l'administration locale comme les déclarations des responsables le laissent entendre, de tels comportements posent bien évidemment la question de leur statut.

Un second enseignement tient à ce que cet incident révèle de l'attitude des populations. En effet, comme on peut l'imaginer, malgré la nuit, les habitants, percevant pleinement l'importance de ce qui se jouait, se sont assemblés pour assister à cette démonstration de force d'un meneur local face à une journaliste étrangère de RFI et un présentateur de la radio RPA parmi les plus populaires du pays. Tous les présents, acteurs impuissants et spectateurs, n'avaient alors apparemment qu'un seul message à donner à voir et à transmettre aux deux journalistes en tournée sur le terrain : le sentiment de peur face à la force et à l'impunité assumées de ces militants.

Des avancées en matière de transparence

La publication d'un communiqué commun entre représentants des pouvoirs publics et des média, la gestion responsable et professionnelle des journalistes, tout comme la volonté exprimée par les administrations concernées de poursuivre et de sanctionner les auteurs de cet incident illustrent la détermination des uns et des autres d'utiliser l'espace de dialogue récemment ouvert lors des Assises des médias pour mettre en œuvre les engagements pris. Cette résolution ouvre la voie à d'autres avancées en matière de transparence et de liberté d'expression pour la période électorale qui s'engage.

En raison du quasi monopole de l'encadrement, de l'expression, voire de l'accès aux populations de l'intérieur que le parti majoritaire et ses relais s'accordent de facto, il semble urgent de lever les contraintes qui pèsent non seulement sur la mobilité des journalistes, mais aussi des membres des organisations de la société civile et des représentants des partis y compris dans les communes les plus enclavées du pays comme celle de Marangara.

Plus fondamentalement, dans l'atmosphère de rumeurs et de peurs qui accompagne la montée des tensions politiques récentes, il importe de savoir si de telles pratiques sont appelées à disparaître de la rubrique des faits divers ou si elles doivent être considérées comme des éléments constitutifs d'un système de pouvoir.

Dans un domaine aussi sensible dans le contexte régional, on ne connaît que trop bien les étapes selon lesquelles les jeunesse des partis se transforment progressivement en police politique et idéologique vis-à-vis de tous les déviants et opposants réels ou supposés. On sait tout aussi bien que la délégation de fonctions de sécurité et de maintien de l'ordre à des militants des partis dégénèrent fréquemment en prélèvements voire exactions envers tous les citoyens parce qu'un tel engagement politique est un moyen privilégié d'accéder à des revenus et à un statut social. Enfin et surtout, on sait que ce sont eux qui, à terme, contrôlent les voix qui « font » les élus et qui disposent alors ... de ceux qui les ont engendrés.

Il existe des outils juridiques nationaux et internationaux pour prévenir et réprimer de tels risques de dérive.

✓ Publications de presse burundaise

*Gitega> Assise des médias : Une première dans les annales des médias burundais

Mardi, 06 Mai 2014 10:46

http://www.ppbdi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=4109:2014-05-06-06-46-19&catid=57:politiquecooperation-actualites-internationales&Itemid=204

Dans le cadre du suivi des résultats de l'audit des médias par les médias, l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR) en partenariat avec le Bureau de coopération suisse au Burundi, a organisé du 5 au 7 mai 2014 à Gitega, les premières « Assises des médias ». L'objectif de ces assises est de recueillir les avis de toutes les composantes institutionnelles et sociales impliquées ou intéressées au bon fonctionnement des médias et soucieux de réfléchir ensemble sur les voies et moyens qui leur permettront de remplir au mieux leur mission de service public.

Sous le thème « De la synergie des médias à la synergie des acteurs engagés dans le paysage médiatique », ces assises ont été ouvertes par le ministre des Télécommunications, de l'information, de la communication et des relations avec le Parlement, Tharcisse Nkezabahizi. Il s'est réjoui de la tenue de ces assises des médias qui est une première dans les annales des médias burundais. Il a encouragé que cette activité se tienne chaque année. C'est une occasion de recentrer les débats sur le travail accompli par les médias, d'y porter un regard critique et d'essayer de trouver des solutions de manière consensuelle. L'audit des médias par les médias, a dit le ministre Nkezabahizi, est une activité originale. L'exercice d'autocritique n'est pas en effet habituel car il n'est pas facile «d'accepter d'être critiqué, assumer les erreurs commises et d'accepter de se corriger ». Il a également insisté sur la responsabilité des médias. Cette idée a été reprise par le président de l'ABR, Vincent Nkeshimana. Pour lui, les médias sont ambivalents : ils doivent exercer librement mais avec responsabilité.

Au cours de ces assises des médias, des thèmes intéressant les médias vont être débattus, notamment : les médias et leurs publics : quelle synergie ? les missions des médias burundais ; médias et autorités publiques ; quels modèles économiques des médias ; le futur numérique des médias : périls et espoirs. Participant à ces assises les responsables des médias, les représentants des associations des professionnels des médias, des associations de la société civile, des universités, les opérateurs des téléphonies mobiles, des partenaires internationaux, etc.

Pascaline BIDUDA

✓ Burundi Echo

<http://www.burundi-eco.com/index.php/societe/med/309-premieres-assises-des-medias-au-burundi-une-etape-importante-de-l-auto-evaluation>

* Premières assises des médias au Burundi : Une étape importante de l'auto-évaluation

Publié le 9 mai 2014

Dans le but de donner l'occasion aux acteurs impliqués à titre divers dans le champ médiatique de porter un regard critique, de confronter les attentes, d'analyser les bilans et d'établir la priorité des exigences, les premières assises des médias se sont tenues à Gitega du 5 au 7 mai 2014 sous le thème : « De la synergie des médias à la synergie des acteurs engagés dans le paysage médiatique ».

Tharcisse Nkezabahizi : Les médias doivent fournir les efforts en diversifiant leurs programmes, en donnant priorités aux activités des populations rurales

Selon Tharcisse Nkezabahizi, ministre des Télécommunications, de la communication de l'Information et des Relations avec le Parlement, la réunion permettra de parler des questions qui intéressent la profession journalistique et mener une réflexion approfondie sur la place, le rôle, la nature et les possibilités d'évolution des missions remplies par les médias au sein de la société burundaise. Ce qui est pour le ministre une préoccupation de tout le monde, car le rôle social des médias concerne tout un ensemble d'acteurs. Ainsi, il rappelle que le gouvernement est conscient de l'importance économique, sociale et culturelle des médias dans le monde moderne. Pour lui, les médias sont notamment un secteur industriel majeur. Ils dégagent des bénéfices et créent des emplois. Le ministre témoigne que c'est par l'intermédiaire des médias qu'il y a la prise de connaissance de la plupart des informations sur la vie nationale. Il signale que les médias sont un des moyens d'expression culturelle et de communication à soutenir et à promouvoir. « C'est pourquoi le Gouvernement a été toujours favorable à la promotion des entreprises de presse », renchérit-il. Nkezabahizi précise que depuis 2012, le Gouvernement a mis en place un fonds d'appui aux médias et entend continuer dans cette voie. Et de rassurer : « La liberté de la presse au Burundi est une réalité, comparaison faite aux autres pays de la sous-région, de l'Afrique et ailleurs dans le monde ». Toutefois, il invite les médias à jouer pleinement leur rôle de responsabilité sociale. Il appelle certains médias à fournir des efforts en diversifiant leurs programmes, en donnant priorité aux activités des populations rurales, silencieuses mais pourtant moteur de développement et qui constituent plus de 90% de la population burundaise et qui font vivre le pays.

Autocritique comme habitude

« L'exercice d'autocritique n'est pas habituelle dans l'exercice du métier des médias. Leur critique est souvent dirigée vers les pouvoirs et les consommateurs d'information. Ici nous aimeraisons voir les médias faire de même à leur endroit et les entendre reporter cette critique de vive voix », déclare Tharcisse Nkezabahizi. Il souligne que dénoncer, exercer la fonction indépendante et critique est certes une mission de presse. D'où il convie cette dernière à accepter d'être critique, d'assumer les erreurs commises et s'engager à les corriger. Vincent Nkeshimana est le président de l'Association des Radiodiffuseurs du Burundi(ABR). Il indique qu'il y a sept mois, pour la première fois, les médias se dotaient d'une cartographie complète et d'une base de données actualisée sur les forces, les faiblesses et les dangers qu'ils encourent. « Aujourd'hui encore, pour la première fois, la famille des professionnels des médias tient ces assises qui plancheront sur les



interactions des différents acteurs de la société burundaise dans le renforcement du rôle social des médias ». Par ailleurs, il reconnaît que les médias indépendants dénoncent des manœuvres du pouvoir d'étouffer certaines vérités capitales qui intéressent tout le monde, y compris les journalistes. A cela, Nkeshimana affirme que le journaliste n'est pas ce griot servile qui chante aveuglément les louanges du prince. Il assure que le journaliste n'est pas non plus cet opposant systématique qui guette la moindre occasion pour tirer sur l'autorité ou contrer son action.



Des rencontres importantes

D'après Sylvestre Ntibantunganya sénateur et ex-président, de telles rencontres permettent aux professionnels des médias ainsi qu'à leurs partenaires de s'évaluer dans leurs capacités et dans leurs responsabilités. Par rapport à cela, Willy Nyamitwe, conseiller principal à la présidence de la République chargé de questions de communication et de presse demande aux autorités une ouverture aux médias. Cependant, il recommande aux médias non seulement de

respecter la déontologie et le professionnalisme mais aussi la publication d'une information vérifiée. Quant à Patrick Mitabaro, rédacteur en chef de la Radio Isanganiro, les assises sont bénéfiques car elles ont permis de discuter à bâton rompu sur les vrais problèmes qui opposent les médias et les pouvoirs publics. Pour Mitabaro, des recommandations y relatives ont été émises. « L'espoir de leur mise en application réside dans les propos du conseiller principal à la présidence qui a fait des promesses en acceptant d'être avocat de la défense de la mise en application de ces recommandations », conclut Mitabaro.

Notons que les assises avaient été organisées par l'ABR en collaboration avec la coopération suisse ainsi que le Bureau des Nations Unies au Burundi(BNUB).

M.Maniragaba

✓ PANAPRESS

* Fin des premières assises nationales des médias burundais sur une note optimiste

7 mai 2014

<http://www.panapress.com/Fin-des-premieres-assises-nationales-des-medias-burundais-sur-une-note-optimiste--12-909333-59-lang1-index.html>

Gitega, Burundi (PANA) - Les assises nationales des médias de trois jours ont pris fin, mercredi, à Gitega, une ville du centre du Burundi, sur une note de « grande satisfaction », eu égard à la "qualité" des participants, celle des débats et des engagements qui ont été pris en vue d'oeuvrer à la promotion et la protection de la liberté de la presse dans le pays, a estimé, le président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), Vincent Nkeshimana, qui a pris une part active dans la préparation et la supervision de cette première au Burundi.

Un avis qui a été aussi partagé par d'autres participants, comme le conseiller principal chargé de la presse, de la communication et de l'information à la présidence de la République, Willy Nyamitwe.

Les relations de la presse indépendante avec le pouvoir étaient devenues ces derniers temps « exécrables » et les assises ont permis de se dire les « quatre vérités » afin de repartir sur de nouvelles bases « plus solides » et « au service de la nation qui reste le dénominateur commun de nos actions au quotidien », a déclaré le conseiller de la présidence de la République.

Des vérités sont en effet sorties la veille de l'exposé du conseiller à la Présidence qui a parlé de la « fracture » dans les relations entre les médias et les acteurs publics pour différentes raisons et incompréhensions.

«La nouvelle loi sur la presse a été contestée par les professionnels des médias alors que les autorités publiques la trouvent conforme à la réalité socio-politique du Burundi », avait-il indiqué, à titre indicatif, accusant les médias indépendants d'être « complaisants » à l'égard de l'opposition, « s'ils ne sont pas rangés de son côté ».

L'ancien président de la République et actuel sénateur, Sylvestre Ntibantunganya, avait également fait le déplacement de Gitega et en est aussi reparti, mercredi, « ravi » de l'amorce du dialogue entre les médias et les autorités publiques qui sont, selon lui, « les deux principales locomotives de la réconciliation nationale, du développement et de l'intégration régionale ».

La déléguée du Bureau de la Coopération suisse au Burundi et sponsor de l'activité, Mme Annonciate Ndikumasabo, de son côté, a trouvé que les assises constituaient une « étape importante dans la recherche de la durabilité des actions des professionnels des médias et l'assainissement de l'environnement institutionnel ».

Le ministre de l'Information, Tharcisse Nkerabahizi, a, quant à lui, salué l'initiative des professionnels des médias de porter un « regard critique, de confronter les attentes, d'analyser les bilans et d'établir la priorité des exigences socio-politiques », notamment à l'approche de nouvelles élections générales de l'année prochaine et la mise en marche de la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (CVR) après des décennies passées de guerre civile au Burundi dont les tenants et les aboutissants doivent en rendre compte devant la justice.

Parlant des médias eux-mêmes, le ministre a encore souligné la nécessité d'instaurer un climat de dialogue entre les professionnels des médias, de continuer la réflexion sur les voies et moyens pour sortir de l'impasse économico-financier qui les confine dans une logique d'économie de survie et de confirmer leur mission d'utilité publique comme cela a été recommandé par les assises de Gitega.

D'autres recommandations sont allées dans le sens de l'ouverture du monde des médias aux gestionnaires des institutions publiques, aux acteurs de la Société civile, aux opérateurs économiques et au public.

Les assises ont encore recommandé aux pouvoirs publics de soutenir le maintien et le renforcement d'une presse « forte, indépendante et plurielle » et aux médias, le renforcement d'une autorégulation « responsable » et « réactive » ainsi que le développement des liens avec les médias de la région.

L'autre recommandation a été de « mener une enquête scientifique et nationale sur les préoccupations du public afin que les médias ajustent mieux leurs contenus et répondent de plus près aux besoins des citoyens ».

Les assises ont mis sur pied un comité de suivi et de la mise en application des différentes recommandations qui est constitué par des représentants de la présidence de la République, du Conseil national de la Communication (CNC), de l'Observatoire de la Presse au Burundi (OPB), de la Commission indépendante nationale des droits de l'Homme (CNIDH), de l'Association burundaise des radios diffuseurs (ABR), de la presse écrite et audiovisuelle.

COSOME : Coalition de la société civile pour le monitoring électoral.

*** Ouverture des premières assises nationales des médias depuis la province de Gitega
8 mai 2014**

<http://www.cosome.bi/spip.php?article2741>

Gitega (Centre du Burundi), le 8 mai 2014(COSOME)- Les médias burundais enregistrent un progrès tant au niveau de leur pluralité qu'au niveau de la qualité des informations mais des efforts sont encore à consentir pour améliorer leurs contenus et pour élargir le champ d'action du paysage médiatique burundais, selon le constat qui a été dégagé lors des premières assises des médias burundais qui portaient sur le thème « de la synergie des médias à la synergie des acteurs engagés dans le paysage médiatique » qui ont eu lieu les 5 et 6 mai 2014 à l'intention des représentants des pouvoirs publics, des responsables des organes de presse et des acteurs impliqués dans le fonctionnement des médias.

Ces assises étaient organisées par l'association burundaise des radiodiffuseurs avec l'appui de ses partenaires nationaux et étrangers tels que la Coopération suisse et le BNUB.

L'objectif principal était d'offrir un cadre de réflexion commune aux représentants des composantes institutionnelles et sociales impliquées dans le secteur médiatique sur les voies et moyens à mettre en place pour accomplir efficacement leur mission de service public.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le ministre de l'Information et de la Communication, Tharcisse NKEZABAHIZI a invité ces acteurs venant des secteurs variés à mener une réflexion approfondie sur la place, le rôle, la nature et les possibilités d'évolution des missions accomplies par les médias au sein de la société burundaise. Il a ensuite invité les professionnels des médias à jouer leur rôle social avec responsabilité.

Cette exigence s'impose surtout en ce moment crucial où le BURUNDI s'achemine vers les échéances électorales qui, comme d'aucuns le savent focalisent l'attention des Burundais.

Lors de son discours, le Président de l'ABR, Vincent NKESHIMANA, a indiqué que la tenue de ces assises s'inscrivait dans le suivi des recommandations formulées lors de l'audit des médias par les médias qui a eu en octobre 2013.

Il a ensuite souligné le rôle indéniable que les médias ont à jouer pour permettre à l'opinion d'opérer des choix avisés.

Pour s'acquitter convenablement de leur mission de servir le public, les journalistes doivent veiller à livrer une information cohérente, complète, précise, objective et utile.

Le Président de l'ABR a poursuivi en ces termes « Je voudrais réaffirmer que le journaliste n'est pas ce griot servile qui chante aveuglement les louanges du prince. J'affirme également que le journaliste n'est pas cet opposant systématique qui guette la moindre occasion pour tirer sur l'autorité ou contre son action. » Le journaliste a le devoir d'alerter, de critiquer et de participer à l'émergence des capacités d'analyse des situations, a-t-il précisé.

Lors de la 1ère journée, les participants ont focalisé leurs échanges sur les quatre thèmes présentés tour à tour par les conférenciers. Ces thèmes portaient notamment sur le rappel des principaux résultats de l'audit des médias ; l'offre médiatique au BURUNDI dans une perspective sous- régionale ; l'état des lieux d'une synergie entre les médias et leurs publics ; les missions des médias burundais.

Lors des échanges, les conférenciers et les participants ont reconnu une évolution positive des médias quant aux informations livrées au public. Ils ont toutefois fait remarquer qu'ils subsistent des imperfections qui méritent d'être corrigées pour produire des informations adaptées aux préoccupations du public.

Certains médias manquent quelquefois à leur devoir de produire des informations vérifiées et équilibrées.

Par ailleurs, alors que l'information devrait être faire preuve d'une large accessibilité au public et traiter tous les questions qui répondent à son attente, le constat actuel est que le gros des thèmes traités dans nombre des médias audiovisuels et dans les journaux porte sur des thèmes politiques, d'après les rapports de l'Observatoire des médias.

Pourtant, il y a d'autres sujets qui sont au centre des préoccupations du public qui sont rarement exploités tels que les questions en rapport avec l'économie, la démographie et ses défis sur le secteur socioéconomique. Aussi, les thématiques exploitées dans les médias publics et privés sont concentrés dans la mairie de BUJUMBURA par rapport aux autres provinces de l'intérieur du pays.

Pour relever ces défis, les participants ont formulé une série de recommandations notamment : la collecte, le traitement et la production des informations adaptées aux attentes du public ; la diversification des sujets traités par les médias ; le renforcement du réseau des orrespondants (qui sont à ce jour insuffisants) et leur doter des matériels nécessaires tels que des moyens de déplacement pour pouvoir toucher un public plus large ; l' amélioration du système de distribution des journaux écrits pour augmenter le nombre des lecteurs.

La mise en application de certaines de ces recommandations notamment celles qui demandent des descentes sur terrain se heurtent à l'insuffisance des moyens financiers. Pour surmonter ce défi, on a recommandé aux médias la promotion d'une synergie d'action notamment par la création des groupes de presse, la promotion d'une rubrique commerciale.

C. B.

✓ RFI

Burundi médias

* **Assises des médias au Burundi: «Ni griots, ni opposition systématique» par Sonia Rolley**

Publié le 06-05-2014 Modifié le 07-05-2014 à 14:14

<http://www.rfi.fr/afrique/20140506-burundi-medias-gitega/>

Les premières Assises nationales des médias du Burundi se sont ouvertes à Gitega. Des Assises organisées par l'association burundaise des radiodiffuseurs, l'ABR qui regroupe des médias publics comme privés. Il s'agit d'une rencontre entre la profession et d'autres acteurs, comme le gouvernement, le Parlement, et la société civile, dans un pays où les relations entre les journalistes, notamment de la presse privée et le gouvernement sont en dent de scie ces dernières années.

« Ni griots, ni opposition systématique ». C'est ainsi que le président de l'association burundaise des radiodiffuseurs a présenté la fonction de journaliste dans son discours d'inauguration. Sept mois se sont écoulés depuis l'audit des médias par les médias qui avait fait un état des lieux de la profession dans le pays et des défis qu'elle rencontrait. Le ministre de la Communication était là, lui aussi. Même si le gouvernement n'est pas impliqué dans l'organisation, c'est lui qui a formellement ouvert ces assises. « Il faut que la presse sache aussi assumer les erreurs commises et les corriger », a-t-il expliqué, rappelant que le Burundi était dans un contexte pré électoral. Le ministre a conclu son allocution par un : « Vive la liberté de la presse exercée avec responsabilité ! »

Le monde rural délaissé par les médias

Dans les différents ateliers qui ont rythmé la journée, il a surtout été question d'assurer des missions de service public, de rôle social des médias, voire de quatrième pouvoir. Mais aussi de comprendre comment mieux satisfaire le public. Pour cela, il faut d'abord le connaître. Parmi les propositions lancées lors des débats : faire une étude des audiences de chaque média. Qui suit quel média et où ? Mais aussi une étude qualitative des attentes du public envers la presse. Et parmi les autocritiques, le fait de se concentrer avant tout sur la politique et d'être focalisé sur les enjeux des villes au détriment des campagnes où vit pourtant 90 % de la population. Des médias qui sont aussi, ont souligné les Assises, limités par le manque de moyens. Trouver des sources alternatives de financement fait partie des thèmes majeurs de ce mardi.

L'un des principaux points d'achoppement, c'est la loi sur la presse adoptée en juin dernier...
06/05/2014 - par Sonia Rolley écouter

■ **Vincent Nkeshimana: « Donner l'information pour éclairer le citoyen »**

Vincent Nkeshimana, président de l'association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), revient sur les enjeux : répondre aux attentes de la population, trouver de nouvelles sources de financements et améliorer les relations entre pouvoir et médias.

RFI : Pourquoi était-ce important d'organiser ces Assises ?

Vincent Nkeshimana : C'était important pour nous, parce que c'est un premier pas d'un vaste chantier qu'on s'était assigné à la suite de la publication d'un audit des médias par les médias. C'est un audit qui nous a permis de dresser une cartographie des médias, des problèmes qu'ils rencontrent et des défis dans le plus ou moins long terme. Et donc, pour nous, c'était l'occasion de revenir sur notre mission en tant qu'acteurs des médias, évaluer nos contenus, évaluer nos rapports avec les autres acteurs sociaux et politiques pour renforcer les missions justement assignées aux médias et les attentes du public.

RFI : « Ni griots, ni opposition systématique ». C'est ce que vous avez dit dans votre discours d'inauguration et pourtant, le gouvernement reproche toujours à certains médias d'être trop proches de l'opposition. Comment trouver sa place ?

Le Burundi se relève d'une longue crise inter-ethnique. On a connu des dizaines de crises sociopolitiques, plus de 10 années de conflit armé. Maintenant, l'autorité publique est confrontée à de nombreux défis. Il y a forcément des choses que le gestionnaire de la République n'arrive pas à faire correctement. Et donc le problème, c'est que, dans leur travail, les médias critiquent et le gouvernement ne veut pas l'accepter pas. Alors, nous ne sommes pas des griots, nous n'allons pas chanter les louanges des princes qui nous gouvernent, mais simplement, nous allons donner l'information pour arriver à éclairer le citoyen, enfin de l'aider à faire des choix. Nous ne sommes pas non plus dans une démarche d'opposition systématique. Quand nous critiquons, ce n'est pas pour empêcher le gouvernement de faire son travail. Mais c'est simplement pour attirer l'attention sur les ratés qui sont inévitables parfois.

RFI : Parmi les points d'achoppement entre le pouvoir et les médias, il y a la loi sur les médias promulguée il y a un an et contre laquelle vous vous êtes battus. Certaines dispositions ont été invalidées par la Cour constitutionnelle. Est-ce que cela suffit ?

Nous saluons d'abord le fait qu'il y ait certains articles qui soient invalidés. Mais il y a encore bien des aspects qui gardent toute leur dangerosité, comme de devoir révéler les sources. Ce qui empêche pratiquement de faire son métier. Il y a plein de motions qui n'ont pas été invalidées, mais qui n'ont pas été définies non plus et qui laissent le champ libre à tous ceux qui voudraient poursuivre un journaliste.

RFI : Le Burundi a dégringolé ces dernières années dans le classement de Reporters sans frontières et pourtant il y a toujours une véritable liberté de ton. Comment expliquer ce paradoxe ?

Nous venons de loin, ça, il faut le dire. Parce qu'à un certain moment, les médias ont été taxés de médias de la haine. Il y a donc eu un travail du côté des médias, mais aussi, à l'époque, une certaine compréhension de la part de l'autorité. Ce qui a fait que, progressivement, les professionnels des médias se sont recentrés sur leur rôle. Maintenant, pourquoi est-ce que l'on dégringole aujourd'hui ? Il faut simplement se recadrer sur l'actualité. Il y a ce texte de loi, qui nous renvoie des années en arrière en faisant en sorte que le journaliste se retrouve avec une certaine peur permanente. Mais plus grave, ce texte est l'expression d'un climat. On se rend compte que les rapports changent entre l'administration à la base et les reporters. Vous allez recueillir des informations dans une région, vous y croisez un administrateur local qui va soupçonner le journaliste du média privé de vouloir saboter son action. Et rapidement, des jeunes sont mobilisés pour vous empêcher de travailler. Ça, c'est un mauvais signal, quand même. Et puis il y a ce problème d'accès des acteurs sociopolitiques aux médias publics. Et enfin, je citerai ces poursuites intempestives contre des journalistes. Donc, tout ça concourt à ce que la note dégringole concernant les médias burundais.

RFI : Justement, vous parlez de déplacements en province. L'une des autocritiques que vous faites, c'est justement de dire que les médias burundais se focalisent trop sur ce qui se passe dans la capitale et pas dans les campagnes, alors que la très grande majorité de la population vit en milieu rural. Comment y remédier ?

C'est vrai, mais poser cette question revient aussi à questionner les moyens financiers et techniques dont disposent les médias. La publicité seule ne peut pas nous permettre de fonctionner. On compte beaucoup sur des appuis extérieurs. Et ce sont ces sources de financement extérieur qui nous permettent d'aller vers le citoyen. Ça, ça coûte cher. Et les Assises vont également plancher là-dessus pour montrer à tout le monde que la production de contenu informatif a un coût dont les consommateurs de l'information n'ont pas conscience.

* **Burundi: apaiser les relations entre le pouvoir et les médias**

Publié le 07-05-2014 Modifié le 07-05-2014 à 14:24

<http://www.rfi.fr/afrique/20140507-burundi-apaiser-relations-entre-le-pouvoir-medias-presse-iwacu-tne-national/>

Les premières assises nationales des médias au Burundi se sont achevées mardi soir à Gitega. Deux jours de discussions visant à renforcer la liberté de la presse et le droit d'informer, mais aussi à insister sur les missions de service public et le sens des responsabilités impartis aux médias. L'enjeu de la viabilité du modèle économique a également été largement abordé.

Le principal objectif des recommandations avancées à l'issue des Assises nationales des médias est avant tout d'apaiser les relations entre le pouvoir et les médias. Et pour la presse, cela passe par une réflexion de la loi sur les médias, tant décriée par la profession, qui les oblige notamment à révéler leurs sources. Elles visent également à renforcer le droit d'accès à l'information, en appelant le gouvernement, entre autres, à améliorer sa communication. Les médias, notamment privés, s'engagent pour leur part à mieux couvrir les activités des autorités publiques et à respecter - et cela s'adresse aussi aux médias publics - la pluralité des opinions. Après des mois d'extrêmes tensions, les participants considèrent également qu'il faut des rencontres plus régulières entre le gouvernement et les médias.

→ A (RE)LIRE : Assises des médias au Burundi: «Ni griots, ni opposition systématique»

« Vous avez jeté des passerelles les uns envers les autres », a dit dans son discours de clôture, Vincent Nkeshimana, le président de l'association burundaise des radiodiffuseurs, qui organisaient ces assises. Il ajoute que ces propositions « représentent aussi un nouveau défi pour la profession » : renforcer les

liens avec le secteur privé et trouver de nouveaux annonceurs publicitaires. Mais pour cela, il faut des études d'audiences par médias. La presse en appelle aussi aux bailleurs de fonds pour maintenir leurs subventions aux médias qui en dépendent. Or, les aides sont en baisse, déplore la profession. Autre grand sujet de préoccupation : le passage au numérique. Les médias demandent au gouvernement plus de clarté dans le passage des appels d'offres, le maintien de la gratuité de l'accès aux médias.

En quête d'un modèle économique

Pour débattre du modèle économique des médias burundais, un intervenant étranger avait été invité à exposer ses vues, lors de ces Assises. Tom Mshindi, qui travaille pour le groupe de communication kényan The Nation qui regroupe télévision, radio et presse écrite, est persuadé que les médias burundais doivent opérer une véritable révolution.

Pour lui, l'approche qu'ont actuellement les médias burundais est « mauvaise ». « Vous ne pouvez pas gérer ce qui est une entreprise commerciale comme si c'était une association. La première chose que les médias doivent apprendre, c'est à se voir comme une entreprise. Vous devez regarder les coûts. Votre positionnement sur le marché. Et vous devez surtout vous pencher sur la manière de communiquer là-dessus », insiste ce spécialiste du marketing des médias. Mais pour certains participants aux Assises, l'approche de Tom Mshindi semblait plus adaptée à la réalité économique kényane qu'au Burundi, notamment dans la recherche d'annonceurs publicitaires.

→ A (RE)LIRE : Burundi : l' Union des journalistes conteste une loi sur la presse

Ce dernier a aussi expliqué que c'est en investissant dans une imprimerie que The Nation a engrangé des bénéfices, en offrant ce service à d'autres. Antoine Kahurahe, le patron d'Iwacu, vient justement de se doter de ses propres machines. « C'est une excellente idée. Comme nous sommes un hebdomadaire, notre imprimerie ne va pas fonctionner tout le temps. Cela va nous permettre d'imprimer d'autres travaux et, par là, d'avoir des recettes financières. C'est le plus budgétivore, l'impression, et je pense qu'Iwacu aujourd'hui a fait un pas de géant par l'acquisition de ses propres machines. » Ce qui se dégage des ces assises, c'est que même si les médias burundais comptent encore sur leurs partenaires internationaux, ils savent que leur survie dépend tout autant à l'avenir du secteur privé.

*** Burundi: les Imbonerakure condamnent le blocage des journalistes**

Le 13 mai 2014

<http://www.rfi.fr/afrique/20140513-burundi-imbonerakure-condamnent-sequestration-journalistes-cnnd-fdd-rfi-nkurunziza/>

Vendredi dernier, deux journalistes - notre envoyée spéciale et un confrère burundais de la presse privée -, ont été retenus pendant plus de deux heures alors qu'ils étaient en reportage dans le nord du Burundi. Le président des jeunes du CNDD a jugé que les responsables, le président de conseil communal et une bande de jeunes présentés par la population comme des Imbonerakure, doivent être « traduits en justice ».

Au Burundi, c'est un communiqué inédit qui vient d'être rendu public, après des mois de crispation dans les relations entre la presse et le pouvoir : un communiqué cosigné par Willy Nyamitwe, le conseiller en communication du président burundais, Pierre Nkurunziza, et le président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), quelques jours après les premières Assises nationales des médias qui se sont tenues à Gitega. Des Assises qui, justement, avaient pour objectif d'apaiser les relations entre les médias et le pouvoir.

L'ABR salue la réaction du gouvernement

Vendredi 9 mai, deux journalistes, l'envoyée spéciale de RFI et un confrère burundais de la RPA, la principale radio privée du pays, ont été bloqués pendant plus de deux heures à la sortie de Marangara, dans la province de Ngozi, le nord du pays. Alors qu'ils étaient en reportage, le président de conseil communal et une bande de jeunes présentés par la population comme des Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir leur ont bloqué le passage. « Deux journalistes ont subi l'arbitraire de jeunes dans la localité de Marangara. On a la chance d'avoir eu la collaboration et, vraiment, l'engagement de l'autorité publique, qui est allée jusqu'à se rendre sur le terrain, en plus de tous les appels qu'elle a dû formuler en direction de ces jeunes du parti au pouvoir », se félicite Vincent Nkeshimana, président de l'ABR et signataire de ce communiqué inédit. Un communiqué qu'il qualifie de « geste positif, parce que ça n'a pas toujours été comme ça ».

→ A (RE)LIRE : Burundi: apaiser les relations entre le pouvoir et les médias

Pour Vincent Nkeshimana, les Assises nationales des médias qui se sont tenues à Gitega ont permis une telle avancée. « A la suite des Assises de Gitega, on a vu que : un, l'autorité bouge et fait savoir qu'elle ne veut pas que cela se répète ; deux, les présumés coupables sont arrêtés et mis à la disposition de la justice. » Mais Vincent Nkeshimana prévient cependant : « Maintenant, il reste à suivre pour voir si, effectivement, le processus normal de tout justiciable va se poursuivre et si, surtout, ce genre de comportement va être banni. »

Denis Karera prêt à « punir » d'éventuels Imbonerakure reconnus responsables

Denis Karera, président de la jeunesse du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, a également condamné ces faits. « Pour le moment, on continue de faire des investigations sur la situation, pour connaître réellement ceux qui auraient contribué à cette situation, afin qu'on puisse prendre des mesures allant dans le sens de punir un jeune Imbonerakure qui aurait participé à cette activité, qui n'est pas vraiment bonne », a-t-il déclaré au micro de RFI. « Au niveau de notre organisation [les Imbonerakure, ndlr], d'abord, nous félicitons vraiment les journalistes qui font leur métier en respectant effectivement la déontologie de la profession », a-t-il ajouté. « Nous sommes pour la libre circulation des journalistes », insiste-t-il également, affirmant qu'« au niveau de la ligue de jeunes, il n'est permis à personne de faire ce genre de choses ». Pour Denis Karera, les responsables du blocage des deux journalistes doivent être « traduits en justice et puis punis ».*****

✓ AFRIQUEJET

RFI: une envoyée spéciale séquestrée au Burundi

<http://www.afriquejet.com/afrique-centrale/7021-rfi-une-envoyee-speciale-sequestree-au-burundi.html>
pana press le 12 mai

Les professionnels des médias condamnent la séquestration d'une envoyée spéciale de RFI au Burundi - Le conseiller principal à la présidence de la République, chargé de la presse et la communication, Willy Nyamitwe et le président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR, indépendante) ont sorti, lundi, un communiqué de presse conjoint qui condamne énergiquement des entraves administratives à la mission de service de l'envoyée spéciale de Radio France Internationale (RFI), Sonia Rolley, en compagnie de Serge Nibizi, journaliste à la Radio publique africaine (RPA, privée), samedi dernier à Kirundo, une province du Nord du pays qui vit sous la menace de la famine consécutive à la sécheresse.

Les signataires se réjouissent, par contre, de l'interpellation du maire de la ville de Marangara, Venant Sibomana, toujours en province de Kirundo, qui a commandité la séquestration, 'pendant plusieurs heures' de la soirée de samedi, des deux journalistes malgré leur identification précise.

La presse et les pouvoirs publics vivent en lune de miel depuis les premières assises nationales des médias qui ont eu lieu du 5 au 7 mai dernier à Gitega, une ville du centre du Burundi.

Le communiqué intervient comme un rappel du pacte qui a été scellé entre les médias, surtout indépendants et les pouvoirs publics habituellement enclins à se regarder en chiens de faïence.

La 'restauration d'un climat de confiance entre les autorités publiques et les médias, le droit d'accès à l'information publique' ou encore 'l'exercice responsable de la profession' figurent en bonne place parmi les recommandations des assises de Gitega.

C'est encore dans ce cadre qu'un comité de suivi, réunissant les médias et les autorités publiques, a été mis en place pour veiller à l'application de ces recommandations et être un espace de dialogue pérenne, peut-on toujours lire dans le communiqué qui salue, une fois de plus, l'interpellation du responsable administratif et de ses acolytes en cause dans la séquestration des deux journalistes.

Le comité voit dans ce geste des pouvoirs publics, une volonté à 'défendre l'exercice libre' de la profession.

Annexes 7 : Notes réalisées pour les participants

Note réalisée par Sylvie Capitant- Université Paris I- IEDES-UMR Développement et sociétés



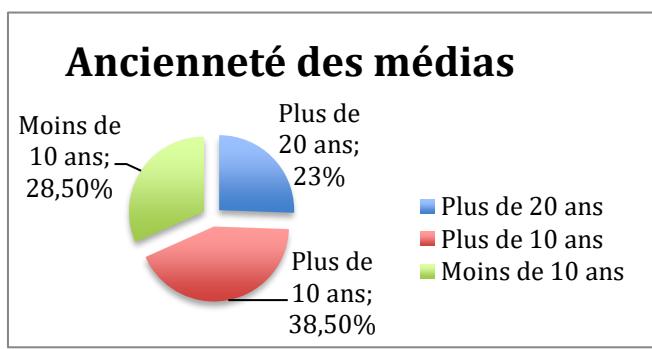
✓ SESSION 1- L'offre médiatique au Burundi

Tableau 1 = Paysage médiatique Burundais, 2014

PAYSAGE MEDIATIQUE BURUNDAIS 2014			
RADIOS =>25	Publiques	2	RTNB, Nderagakura
	Généralistes privées	7	RPA, Isanganiro, Bonesha, Renaissance, Rema, CCIB +, Salama
	Privées communautaires	6	Gitega, Ngozi, Kamenge
	Privées confessionnelles	5	Maria, Agakiza, Ivyizigiro, Espoir, Voix d'Afrique
	Privées culturelles	2	Culture, RFM
	Etrangère sur FM	3 + voisinage	RFI, BBC, RCI
TV=>5	Publique	1	RTNB
	Privée	4	Renaissance, Salama, Réma, Héritage,
Médias audiovisuels autorisés mais non fonctionnels		4 radios 2 Télés	Hit radio, Radio 10, VOA, Ubuntm'wa + Dynamic TV et Télé 10
PRESSE ECRITE =>Environ 30	Info générale	6	Iwacu, Net Press, Ijambo, Arc en ciel, Syfia, Burundi echo
	Presse institutionnelle	13	
	Presse spécialisée	13	
	Journaux suspendus en 2012 pour non parution...	25	
Médias électroniques =>Environ 11	Déclarée au CNC	11	
Studios => 3		3	Benevolencija, Tubane, Ijambo
Agences de presse régulières => 5	Publique et privée	3	ABP, Net press, Burundi Réalité + 2 qui fonctionnent irrégulièrement
Entreprises de distributions de chaîne =>2		2	Star times, Tele 10

Source : Source/Présentation Assises des médias, I. Nsabimana et A Manirakiza

Un paysage stabilisé : des médias en phase de maturité?



La plupart des médias privés qui existent encore aujourd’hui ont été créés dans les années 1995-96 (*Bonesha, Culture, Net press, etc.*) Un deuxième pic de création s’observe dans les années 2001-2002 (*RPA, Isanganiro, Maria, etc.*) suivi d’une certaine accalmie. Les créations reprennent à la fin des années 2000 essentiellement du fait de l’apparition de télévisions privées (*Renaissance, Héritage*), des dernières nées des radios (*Rema, Espoir*) et de la création du journal et du groupe de

Source= Audit des médias, ABR, 2013. presse Iwacu (2008).

C'est la première fois dans l'histoire du pays que des médias privés d'envergure parviennent à se maintenir pendant une décennie, attestant ainsi de la structuration progressive de ce milieu qui repose aujourd'hui sur des bases relativement anciennes et un passé partagé.

2014/2014 pourrait constituer un nouveau pic dans l'histoire de création des médias. 6 opérateurs ont été autorisés à créer des nouveaux médias et notamment, fait remarquable, des opérateurs étrangers (Société Hit du Maroc par exemple.)

=> Le PAB (paysage audiovisuel burundais) est-il à même de supporter un tel développement alors que les médias déjà existants peinent à assurer leur survie financière ? L'ouverture des médias supportés par des groupes économiques étrangers va-t-elle se faire au dépend des médias burundais historiques ? Au contraire, cette reprise va dynamiser l'ensemble des médias ?

La difficile émergence des groupes de presse

Alors que les médias Kenyans se sont très fortement organisés en groupes de presse rassemblant télévisions, radios et journaux, les médias burundais ne sont pas nombreux à présenter cette structure. Si le format « radio et télévision » a tendance à se développer (Radio Télévision Renaissance, Radio-Television Salama ; Radio-Télévision 10 en cours de constitution), rares sont les groupes rassemblant plus de trois médias. Quelques exceptions notables sont à souligner :

° Iwacu : Un hebdomadaire, un mensuel, une maison d'édition, un site internet.

°Ijwi Ry'awe Rema (AIR) : Radios communautaires Star et Umuco et la Radio Télévision Réma.

Pourtant, plusieurs directeurs de médias rencontrés déclarent vouloir ouvrir un autre média : un directeur de presse voulant ouvrir une radio, un directeur de radio désirant ouvrir un hebdo..

=> Quelles sont les opportunités pour les médias burundais d'évoluer en groupe de presse ? Un tel développement stratégique est-il pertinent et économiquement viable ? La création de nouveaux médias par un « média historique » est-elle à encourager ou est-il préférable de créer des groupes de presse par fusion de médias d'exsistants ?

studios par les directeurs de médias. Elles tournent autour de trois points principaux :

- l'accaparement de leur personnel souvent le plus qualifié ;
- la relégation des radios à un simple rôle de diffuseur, étant rémunérées pour diffuser ce que d'autres ont produit ;
- la concurrence pour l'obtention de soutiens de partenaires étrangers : de plus en plus d'argent partant vers les studios au détriment des radios.

=> Comment améliorer la complémentarité des médias diffuseurs et des studios ?

Studios et Médias : Complémentarité ou concurrence ?

Ces dernières années ont vu la montée en force au Burundi des studios de production. Le plus ancien Ijambo a été créé en 1995, le studio Tubane date de 2000, alors que le plus récent Benevolencia date officiellement de 2008 et présente aujourd'hui le budget le plus important.

Les studios se sont engagés dans la production d'émissions pour la paix, pour une meilleure connaissance de l'histoire, pour les débats, productions médiatiques que les médias ont du mal à assurer du fait de leur manque de temps et de ressources.

Sans nier cette réelle complémentarité, certaines critiques ont été adressées aux

La Synergie des médias : une fausse bonne idée ?

Depuis 2005, les médias burundais pratiquent ce qu'on a appelé la « synergie » : les médias se synchronisent pour diffuser au même moment un programme. Ce programme a éventuellement été produit collectivement, ou du moins a fait l'objet d'un accord explicite quand à son contenu. Cette « harmonisation » des ondes a montré plusieurs avantages : le renforcement des capacités de production par l'association des ressources des différents médias (particulièrement éprouvés pendant les élections), l'exercice d'une plus grande contradiction par la collaboration des journalistes de tendances différentes, une très bonne audience du fait de la diffusion en simultané, un certain moyen de défense pour les médias (un programme en synergie étant beaucoup plus difficile à interdire) ainsi que le renforcement de la solidarité entre les médias. Inversement, le principe de la synergie a montré aussi quelques faiblesses : une certaine uniformisation des programmes et une perte de diversité éditoriale du fait essentiellement d'un recours trop régulier aux synergies. Au lieu d'être un outil exceptionnel, les synergies ont été mobilisées pour une grande diversité de sujets perdant progressivement leur force symbolique. Enfin, sa mise-en-application se fait de manière très modulable : selon les sujets abordés, le nombre de médias en synergie varie très fortement pour ne se limiter parfois qu'à deux ou trois...

=> Comment renouveler les synergies pour que leurs avantages certains ne se perdent pas ? A l'approche des élections de 2015, le principe de synergie est-il à valider tel quel ? Son application « modulable » est-elle un facteur d'ajustement intéressant ?

✓ SESSION 2- Les médias et leurs publics : quelle synergie ?

Les publics méconnus : au delà des chiffres

Rare mesures d'audiences :

Bien que la mesure d'audience représente dans certains pays un chiffre clé non seulement pour l'économie des médias mais aussi pour leurs choix éditoriaux, ces données sont très parcellaires au Burundi. Les quelques sondages existants sont réalisés à la demande d'opérateurs étrangers (IPP, SFCG, Benevolencia).

SFCG et Benevolencia 2010	
<i>Mesure de l'écoute régulière (au moins une fois par jour)</i>	
RTNB 1 ^{ère} chaîne 88%	Isanganiro 66%
RPA 55%	Bonesha 47%
REMA FM 33%	RTNB 2 ^{ème} chaîne 27%
Nderagaruka 15%	Radio Maria 14%
CCIB + 13%	BBC 12%
Ivyizigiro 10 %	Renaissance 6 %
Culture 6 %	RFI 6 %

En 2014 les seules données publiques datent de 2008 pour l'étude IPP (une nouvelle étude a été faite en 2014 mais les chiffres ne sont pas publiés) et de 2010 pour l'étude SFCG dont les résultats sont les suivants. (voir tableau)

Quel est l'impact de cette absence de données ?

- ° Difficulté à mesurer le réel poids des médias.
- ° Difficulté à établir un classement d'écoute des médias
- ° Impossibilité pour les médias bien écoutés de négocier les tarifs de leur publicité en fonction
- ° Difficulté pour les médias de connaître l'avis de leurs publics

Pratiques d'écoutes très peu connues

Au delà des chiffres, c'est surtout le manque d'information sur les pratiques d'écoutes et sur l'avis des auditeurs qui fait défaut. A part les auditeurs qui participent par téléphone, par sms ou par internet, les médias ne savent à peu près rien de précis sur la réception de leurs émissions. Certaines radios comme RPA ont néanmoins mis en place des clubs d'auditeurs notamment sur les collines pour mieux connaître l'avis de leurs publics, mais ces initiatives restent rares et parcellaires et les radios restent dans le flou.

Leurs publics sont-ils majoritairement ruraux ou urbains ? Jeunes ou vieux ? Quel est leur panachage d'écoute ? Quelles sont les émissions qu'ils apprécient particulièrement ? Quelles sont leurs attentes ?

En 2012, une étude qualitative a été menée sous la direction de Maris-Soleil Frère dans le cadre du Projet Ondes des Grands Lacs de l'Institut Panos Paris. Réalisée sur 5 villes (Buja, Kigali, Goma, Butare, Bukavu), elle s'intéresse de manière originale sur les *préférences* des auditeurs : leur média, radio, émission préférés... Sur Bujumbura ville, 306 personnes ont été interrogées. Il en ressort que :

- le média radio est de loin le média que les publics préfèrent : 84% pour la radio, 74% pour le TV, 5,5% pour la presse ;
- la radio préférée (et non pas forcément celle qui est la plus écoutée..) serait la RPA, devant la RTNB, Isanganiro, Ivizigyo et Bonesha.
- les émissions préférées sont avant tout des émissions en kirundi (Kabizi, journaux en langues ..), tournées vers l'information, le débat ou les émissions interactives émissions avec participation des auditeurs.
- les émissions de sensibilisation diffusées par les médias burundais et prises en charge par les bailleurs dans le but de faire changer les comportements sont très mal connues et très peu écoutées.
- les publics se tournent d'abord vers la BBC (29%), puis RFI (18%) puis RTNB pour s'informer sur sous la région.
- les auditeurs n'aiment pas les débats mal gérés où les gens finissent pas s'insulter, n'aiment pas les informations non vérifiées,

Source : Marie-Soleil Frère 2014 (à paraître), M.S Frère et IPP, Projet Ondes des grands lacs, 2012

Ce genre d'études qualitatives sont à encourager, elles donnent à voir un public informé, exigeant, conscient qui responsabilise encore plus les médias.

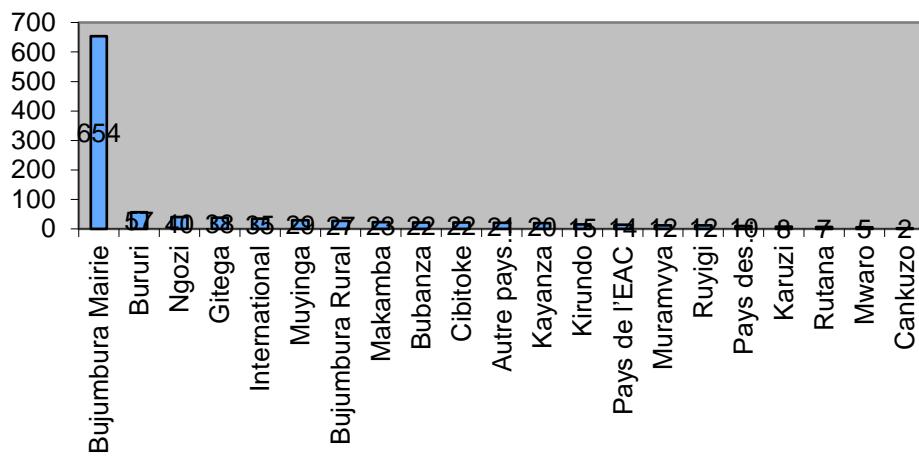
=> A quels engagements sont prêts les médias burundais pour mieux connaître leurs publics ?
 Sont-ils prêts à s'associer pour payer une étude d'audience ?
 Quelles seraient les conséquences sur la solidarité des médias privés d'une connaissance précise du classement d'écoutes des médias ?

Un réseau de correspondants insuffisant et une faible présence à l'intérieur

Les médias rencontrent en effet des difficultés à pouvoir travailler à l'extérieur de Bujumbura. Cette difficulté est attestée par deux éléments : la faiblesse du réseau de correspondants et la faible capacité de déplacement des journalistes.

Rares sont les médias à pouvoir compter sur un large réseau de correspondants. Les médias publics y parviennent plus ou moins grâce au fort investissement en ressources humaines caractéristique des médias publics. C'est beaucoup plus difficile pour les médias privés, même les plus importants dont le nombre d'employés tourne pourtant autour de la cinquantaine. Seuls la RPA, *Isanganiro*, *Bonesha*, *Iwacu*, Radio *Maria* et *Net press* déclarent des correspondants (entre 5 et 10). Le statut de ces correspondants (pigistes, stagiaires) n'est pas très clair si ce n'est qu'il est relativement précaire, l'intervention des correspondants se faisant de manière ponctuelle. Le nombre de ces correspondants est de toute façon faible. Pour la grande majorité des acteurs rencontrés, ce réseau mériterait d'être renforcé, d'autant que le déplacement des journalistes en province est plus que problématique.

Localisation de l'information diffusée en janvier 2014 sur 5 radios généralistes*



Source/Présentation Assises des médias, I. Nsabimana et A Manirakiza Analyse de l'OPB.

une très large part à l'actualité de Bujumbura ville. Le travail de l'PB le montre avec grande pertinence

=> Comment les médias peuvent-ils améliorer leur implantation sur les collines ?
 Comment être un média des sans-voix lorsque la couverture du pays (en terme de territoire couvert par l'actualité journalistique) est si parcellaire ?
 Une mutualisation des moyens entre médias est-elle une solution ?
 Comment encourager le déplacement des journalistes sur le terrain ?
 Comment justifier auprès des auditeurs ce biais par rapport à ce qui se passe à Bujumbura ?
 Comment être un média des sans-voix lorsque la couverture du pays est si

Médias et contenus : se spécialiser, investiguer, s'adapter aux publics ?

L'enquête statistique conduite auprès des journalistes à l'occasion de l'audit des médias permet d'avancer les chiffres suivants : **seuls 34% des journalistes interrogées déclarent faire des déplacements à l'extérieur de Bujumbura au moins une fois par trimestre (soit une fois tous les trois mois).** Pour les 65% restant, ces déplacements sont beaucoup plus irréguliers (une fois par an, occasionnellement) voire inexistant.

Ce baisse se ressent au niveau du contenu qui fait

Le contenu des médias est très fortement influencé par les sujets de politique générale comme le montrent l'observatoire des médias au fil de ses rapports. De manière générale, la problématique de la politique et de la sécurité sont celles qui sont le plus fréquemment abordées du fait de la persistance de troubles à ce niveau. Les autres sujets souvent abordés par les médias portent sur la gouvernance et la justice. Les questions en rapport avec l'éducation et l'économie reviennent également régulièrement mais de manière plus conjoncturelle. La plupart des médias burundais sont en effet généralistes. Les médias spécialistes ne concernent pour le moment que la presse écrite avec des succès très contrastés. Tous les médias audiovisuels sont généralistes. L'option de la spécialisation est parfois avancée comme une voie possible de restructuration des médias jugés parfois trop nombreux et trop similaires.

Il demeure néanmoins que si les sujets souvent se ressemblent d'un média à l'autre, la manière de les traiter diffère fortement en fonction des médias. Nombreux sont les auditeurs qui cherchent à écouter les bulletins d'information de toutes les radios afin de se faire une idée. Cette complémentarité n'est pas à sous estimer.

Enfin, malgré cette généralité, il demeure que beaucoup de style d'information généraliste manquante, comme par exemple le journalisme d'investigation et le travail d'enquête qui reste sans doute le domaine le plus difficile à investir pour les médias. L'audit a montré que c'est dans cette ligne budgétaire que les directeurs coupent en premier dans le cas, courant, de faire des économies.

- => La spécialisation est-elle une piste intéressante pour l'avenir des médias burundais ?
- Comment soutenir le journalisme d'investigation ?
- Comment adapter le contenu aux attentes des publics ?

✓ SESSION 3- Les missions des médias burundais

Les médias (privés et publics) : une mission d'utilité publique

La question des missions des médias est une question récurrente et ancienne. Le triple volet suivant est souvent avancé : informer, éduquer, divertir. La théorie fonctionnaliste de la communication ajoute la 4^{eme} mission dite de « mise en relation » des différents acteurs de la société.

Dans le cadre de l'observatoire de l'auditoire conduit par IPP en 2012 sous la direction de M.S. Frère, les publics de Bujumbura confirment la typologie traditionnelle.

La mission d'information est très majoritairement citée, loin devant celle de l'éducation, de la sensibilisation au développement et de celle du divertissement. Reste néanmoins mentionnée la mission d'animation de l'espace public : être un canal d'expression mais aussi de contestation.

Dans le contexte burundais, les médias privés mettent souvent en avant ce rôle de contre-pouvoir, de chien de garde, « d'empêcheur de tourner en rond ». Ce rôle est confirmé par le public qui le cite comme un des rôles de la radio. Mais il est important de souligner que cette étude qualitative démontre que pour les publics, *c'est avant tout la richesse et la qualité de l'information qui compte*.

Quelle est l'utilité et le rôle de la radio pour le pays ?	Bujumbura (306 répondants)
Information	144 (47%)
Formation et éducation (y compris éducation civique)	62 (20%)
Sensibilisation, Changement de comportement	17 (9%)
Divertissement, Loisir, Relaxation	15 (5%)
Canal d'expression de la population Permet d'exprimer librement des idées	16 (5%)
Dénonciation, Contre-pouvoir	13 (4%)
Communication des informations pratiques	10 (3%)
Réconciliation, restauration de la paix, promotion de l'unité	8 (2,5%)
Education religieuse et soutien spirituels	7 (2,5%)
Prévention, alerter en cas de danger Promotion de la sécurité	4 (1,5%)
Autres	7 (2,5%)

Source : M.S Frère et IPP, Projet Ondes des grands lacs, 2012

=> Comment cette typologie résonne-t-elle aujourd'hui au Burundi ?

Quels sont les critères d'une mission d'utilité publique ?

Comment les médias envisagent-ils leurs missions ? A quoi les publics sont-ils particulièrement attachés ?

Les missions des médias privés ou publics sont-elles les mêmes ?

Une relation médias publics/ médias privés originale pour la sous-région

Malgré les tensions qui existent entre médias privés et médias publics, la situation au Burundi est sur ce point remarquable par rapport à beaucoup d'autres pays africains. Les présentes assises en sont une illustration, l'ensemble du champ médiatique est représenté : médias publics et médias privés, médias de différentes tendances, co-présentation d'une communication par journalistes du privé et du public. Les médias publics et privés, malgré des difficultés certaines, continuent de travailler ensemble dans des synergies. L'organisation des prochaines élections sera une expérience supplémentaire à observer avec attention.

L'audit a aussi montré la proximité des conditions des journalistes, qu'ils soient du privé ou du public. Que ce soient en termes de salaires, de formation, de parcours et d'angoisses professionnelles, les

résultats sont très proches. Les différences ne sont pas à occulter, mais la bonne connaissance du milieu professionnel invite à développer des stratégies d'action de soutien aux médias qui prennent en compte cette proximité mais aussi cette solidarité professionnelle qui représente une des grandes forces du paysage burundais.

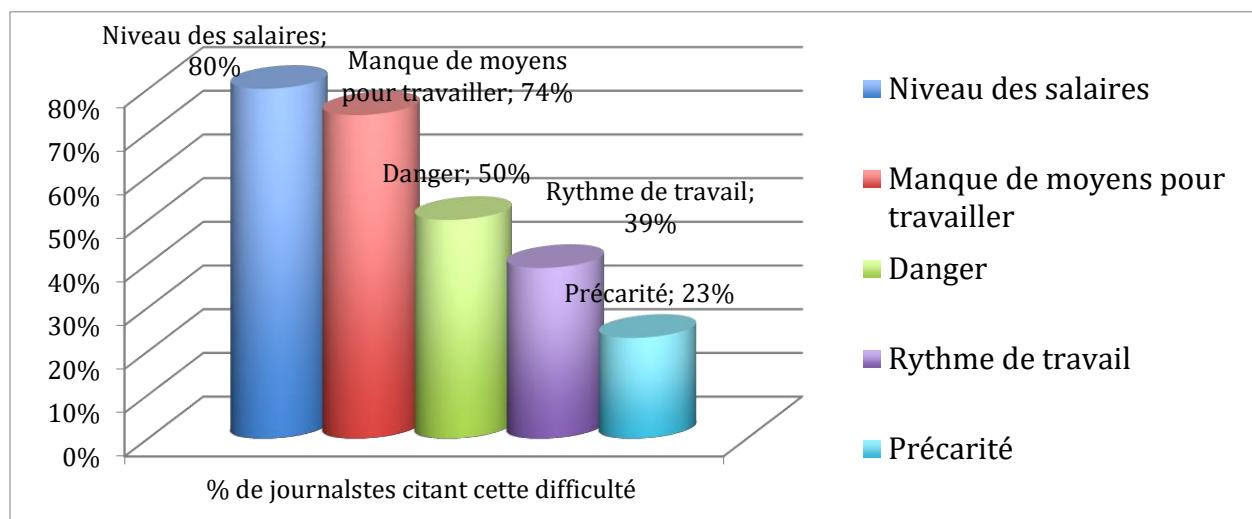
Les médias burundais « sur-chargés » de missions ?

Médias pour la paix, médias pour le développement, médias comme contre-pouvoirs du pouvoir exécutif, médias comme catalyseur de changement social, médias comme donneurs d'alerte, médias comme voix des sans-voix, médias comme médiateurs...

Dans le contexte d'Afrique subsaharienne, les médias ont tendance à être chargés de missions dont leurs collègues européens sont en général déchargés car essentiellement positionnés sur le rôle d'information. C'est le fruit d'une longue tradition d'instrumentalisation (médias pour la modernisation, médias pour l'unité nationale, médias pour la défense de l'identité culturelle, médias pour la démocratisation, médias pour la paix). Cette tendance a été fortement accentuée par le fort poids de l'aide internationale dans l'économie des médias africains. Ces fonds sont adressés aux médias mais souvent dans le but de réaliser des fins autres que celles du renforcement des médias eux-mêmes (changement de comportements, réconciliation etc..).

Il en résulte une profession relativement inquiète et surtout angoissée quand à la bonne réalisation de son travail. Le schéma suivant en rend compte.

Difficultés rencontrées par les journalistes dans l'exercice de leur métier



Source : Audit des médias par les médias, 2013

A ce facteur, s'ajoute un élément plus spécifique au contexte burundais. La faiblesse des corps intermédiaires (syndicats, partis politiques, associations, ONG) conduit les publics à user des médias comme acteurs privilégiés de médiation. Certains médias se voient saisis de problèmes qui relèvent du judiciaire, de l'administratif ou du conflit du travail. Bien que ce ne soient pas les missions classiques des médias, les publics se tournent vers les médias pour publiciser leurs difficultés, croyant que cette publication œuvrera en leur faveur. A un niveau plus général, les espaces de débats et de discussions contradictoires au sein de la société burundaise ne sont pas nombreux et les médias se retrouvent souvent en première ligne. Ils sont souvent critiqués pour se focaliser sur cette tâche au détriment d'autres activités éditoriales. Il convient d'aborder ce débat en s'interrogeant certes sur la vocation

contestataire des médias, mais aussi sur la capacité des autres acteurs intermédiaires de la société à réaliser leurs propres missions.